

TÉMOIGNAGE DE BERNARD LAMBERT

DANS LA CAMPAGNE PORTUGAISE voir p.2

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

LUNDI

23

FÉVRIER

1976

N° 117

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Epinal après la répression des manifestants par les CRS

LE MEURTRE D'UN PAYSAN

Michel Boye, 47 ans, père de six enfants, agriculteur, est mort à l'hôpital, des suites de ses blessures. Assassiné par les CRS, lors des manifestations paysannes du 17 février, à Epinal.

Le régime giscardien peut ainsi se vanter d'un nouveau crime. Le froid assassinat d'Epinal représente en effet l'unique réponse donnée par la bourgeoisie aux revendications, aux exigences des petits paysans qu'elle veut ruiner et rayer de la carte. Au fur et à mesure des semaines, depuis l'élection présidentielle, le voile libéral, l'environnement du «changement» s'est déchiré. Giscard l'hypocrite, reprenant inlassablement son idée d'une «France plus humaine», ne peut cacher l'axe de la politique de sa classe : le renforcement de la répression.

Car, devant la colère des masses populaires, des ouvriers aux petits paysans, devant les aspirations à en finir avec le capitalisme, les exploités sont aux abois : leur politique de diversion n'a pas les effets escomptés. Il leur faut alors faire donner les chiens matraqueurs. Quitte à tuer, comme à Epinal.

La violence bourgeoise apparaît ainsi sans fard. L'assassinat de mardi dernier vient allonger la triste chronique des exactions des CRS et des gendarmes.

Il y en a eu, ces derniers mois, chez Willot à Amiens, chez Quillervy à

La répression lors des manifestations du 17...



Argenteuil, à La Bresle à Dieppe, à l'Electronique appliquée à Gradignan, chez Bui Wong à St Avold, à Soretex à Angers, à la Comsip. Ce ne sont là que quelques-unes des exactions les plus récentes. La répression qui touche principalement la classe ouvrière en lutte, unit à elle les petits paysans, victimes de la même politique. Ainsi, apparaît mieux la nécessité du combat commun des ouvriers et des petits paysans.

En effet, qu'il s'agisse des luttes ouvrières ou

paysannes, la bourgeoisie montre le même visage. Celle d'une classe impuissante à trouver des solutions aux questions qu'elles posent, aux exigences qu'elles affirment. Une classe qui, en dernier ressort ne connaît que la matraque et le fusil. Un patron tire sur les ouvriers, un CRS tue un paysan. Ce sont les deux faces d'une même impuissance, d'une même faiblesse de la bourgeoisie au pouvoir.

Contre elle, la lutte offensive est possible. Dans notre combat pour la renverser, pour en finir

avec ses crimes, il est essentiel de se saisir de l'exigence des libertés démocratiques, acquises de haute lutte mais aujourd'hui bafouées. Cette exigence est partie du combat pour le socialisme, pour le pouvoir des ouvriers et paysans.

Poniatowski, Lecanuet et leur presse font mine aujourd'hui de pleurer sur le meurtre de Troyes, mais ils auront à répondre de l'assassinat de Michel Boye

Paul LEFORT

PARISIEN LIBERE LES RODEOS CONTINUENT



«Nous continuerons les rodéos» disaient de nombreux grévistes du Parisien Libéré vendredi à la manifestation du Livre CGT. Et dès samedi, le torchon d'Amaury essayait de nouveau le pavé, sur les Champs-Élysées cette fois !

SOMMAIRE

- Rhénalu, aciéries de Neuves Maisons... Lutte ouvrières -p. 5-
- Chine : a propos des luttes dans l'enseignement -p. 8 et 9-
- La vie du journal -p. 10-
- Bloc-note : les contrats à durée limitée Feuilleton : «Etoile Rouge sur la Chine» d'Edgar Snow -p. 11-
- Meeting des foyers Sonacotra en lutte -p. 7-
- Nouvelles internationales -p. 12-

LE PAYS FOUGERAIS VEUT VIVRE

voir p. 4

TÉMOIGNAGE

TÉMOIGNAGE DE BERNARD LAMBERT Recueilli par Fabien Vaudois

DEMAIN, ANCIENS ET NOUVEAUX CACIQUES : LA POLITIQUE DU PCP

UN PAYSAN-TRAVAILLEUR DANS LA CAMPAGNE PORTUGAISE

Les raisons d'un voyage

Bernard Lambert, paysan, animateur du mouvement paysans-travailleurs, s'est rendu au Portugal après le coup d'Etat réactionnaire du 25 novembre. Il a mené une enquête auprès des paysans du Nord du Pays. A son retour, nous avons eu avec lui une longue conversation. Nous avons pensé qu'elle donnait sur une question décisive dans ce pays un éclairage neuf : celui d'un militant paysan, dont le regard pénètre les

choses de l'intérieur, et les apprécie avec une intime solidarité de classe. Bernard Lambert, en parlant du Portugal, parle souvent de la France. C'est qu'il considère les problèmes des paysans portugais comme les siens propres, c'est qu'il recherche dans la confrontation des expériences, au-delà des frontières, le fondement solide d'un authentique internationalisme. Cette préoccupation est aussi la nôtre.

J'étais passionné par ce qui se passait au Portugal, parce qu'il me paraît très important pour des militants révolutionnaires appartenant au monde du travail et menant la lutte des classes sur leur propre terrain de connaître, d'être solidaires, mais au sens réel du terme, des mouvements analogues qui se développent à l'extérieur des frontières. C'est ça, je pense, l'internationalisme prolétarien.

DES DIFFICULTÉS AYANT DES POINTS COMMUNS

Maintenant, aller au Portugal, il me semblait qu'on ne pouvait pas le faire n'importe comment. Je voulais y aller, non pas pour faire le pèlerinage habituel, en passant par Lisbonne, les organisations révolutionnaires, les coopératives du sud, etc, mais en allant dans l'endroit où la révolution avait le plus de mal à pénétrer : le nord. En pensant qu'il fallait chercher à établir des échanges avec les militants paysans-progressistes du nord, fondés sur le fait qu'ils connaissent des difficultés ayant des points communs (pas dans tous les domaines mais dans beaucoup) avec celles que des militants paysans comme nous avaient connues dans l'ouest de la France. Echanger nos expériences pouvait nous permettre, les uns et les autres, de progresser un peu plus, d'être plus forts, pas seulement les Portugais mais nous aussi dans notre action militante.

« POUVEZ-VOUS NOUS AIDER ? »

Les paysans portugais qui étaient venus là, notamment Camillo de Mortaza de la coopérative de Torre Bella, nous avaient dit : est-ce que oui ou non, vous pouvez nous aider à obtenir des semences sélectionnées pour faire de l'herbe, du trèfle incarnat par exemple ; à faire des inséminations artificielles et à avoir des animaux ayant une meilleure production laitière ou une meilleure production de viande, à avoir des engrais et du matériel, des semences de pommes de terre ?

Et j'avais pensé que des

paysans français, des paysans-travailleurs notamment, ayant mené des luttes collectives contre les coopératives ou contre des firmes privées pour obtenir un revenu, ayant parfois mené ces luttes en commun avec des ouvriers, pouvaient déclencher, à condition que les camarades portugais soient présents et disent ce qu'ils voulaient, des luttes de classe à caractère international : pour exiger que ces firmes françaises expédient au Portugal des productions dont les Portugais pouvaient avoir besoin, qu'elles le fassent sans prendre de marge et en accordant des crédits à moyen terme.

Après tout, le Crédit Agricole de France, qui est la 4^e banque du monde entier derrière trois banques américaines, le Crédit Agricole qui se dit mutuelle, vient de faire un investissement de 18 milliards à Téhéran. Il me semblait intéressant par exemple, d'aller envahir une caisse régionale de Crédit Agricole et puis de dire vous allez prêter pour les camarades portugais !

C'était les deux objectifs du voyage ; et puis s'y ajoutait la création de la commission d'enquête Russel : on m'a demandé au tout dernier moment de faire le rapport



sur les structures agraires et l'action de la contre-révolution par rapport aux structures agraires. Je l'ai accepté parce que dans la phase effectivement contre-révolutionnaire que subit le Portugal, ça me paraissait un moyen supplémentaire d'être présent au Portugal autrement que comme un ethnologue. D'y être présent en y apportant sa pierre.

Grossièrement, la campagne portugaise peut être divisée en deux parties : le Sud, « l'Alentejo », où règne la grande propriété foncière, souvent cultivée par des ouvriers agricoles ; où, depuis 1974, de nombreux domaines ont été occupés par les travailleurs de la terre. Le Nord, et le Centre, qui ont laissé leur trace dans l'histoire récente comme le lieu des manifestations de l'été 75 dirigées contre le PCP. Constituant le gros de ce mouvement, il y a les très nombreux paysans parcelleux, petits et moyens, souvent très petits et très pauvres. Nous avons posé à Bernard Lambert la question de la façon dont ils sont exploités, du degré de pénétration du capitalisme à la campagne.

Le capitalisme en tant que tel intervient peu dans l'organisation de la production. L'intégration et l'industrialisation de la production qui sont liées, ont très peu pénétré les paysans du nord, et d'ailleurs l'ensemble de la paysannerie au Portugal.

Ca s'est très peu manifesté sauf, peut-être, dans les vignes qui produisent le vin de Porto où il y a des rapports avec les grosses sociétés qui sont assez particulières, parfois même d'assez grosses propriétés avec ouvriers ou avec métayers mais ayant des contrats pour la vendange, la vinification, propriété technique, etc...

AVOIR DES DETTES, PIRE QU'UN PÊCHE MORTEL

La présence de l'exploitation, on la retrouve essentiellement à deux niveaux. D'abord la possession du sol, qui permet au propriétaire d'exiger du paysan une rente, extrêmement importante puisque dans le cas de la vigne, elle peut atteindre les 2/3 du volume de la production. Le nord du Portugal connaît le métayage à un degré très important, comme l'a connu l'ouest de la France (Bretagne, Pays de Loire, Vendée, etc...) jusqu'en 1945.

Ensuite le marché local permet à une quantité importante de petits maquignons de tenir les paysans, parce que lesdits paysans leur doivent de l'argent. Le plus souvent, ils ont une forme de dette particulière, que j'ai très bien connue dans ma région : le maquignon possède une, deux, trois vaches, de l'exploitation du paysan, une brebis, deux brebis, trois bre-

La condition paysanne

aussi souvent de petits propriétaires, c'est-à-dire que, en tant que fermiers, ils ont des intérêts extrêmement précis, mais en tant que petits propriétaires, ils se comportent de la même manière que l'ensemble des propriétaires à l'égard de ceux à qui ils louent des terres, même lorsqu'il s'agit d'un demi-hectare ou d'un hectare de terre.

Ils sont aussi durs qu'on est dur à leur égard, ce qui crée une contradiction chez les paysans eux-mêmes et qui rend difficile de les ame-

lis, quelques chèvres : c'est en fait lui qui en est le propriétaire. Il s'agit d'un



contrat verbal. J'ai entendu un paysan dire : « Je ne pouvais pas aller demander de l'argent au crédit d'Etat mis en place après le 25 avril, parce que tout le monde aurait su que j'avais des dettes ». Avoir des dettes, c'était pire que d'avoir fait un pêché mortel, c'était le déshonneur complet.

Ca, je l'ai connu chez moi aussi : c'est par ce moyen que le capitalisme tenait, au sens économique mais aussi politique et idéologique, l'ensemble des paysans qui étaient très reconnaissants - par exemple à un marchand de bestiaux, parce qu'il leur laissait une vache gratuitement, se chargeant de reprendre le veau pour se payer des intérêts. Quand on sait que ça représente 25 % de la somme avancée, on comprend l'intérêt que le marchand de bestiaux avait, mais c'était le seul moyen pour le paysan de faire pâturer son herbe et d'avoir un peu de lait pour faire vivre sa famille.

Ceci, avant le 25 avril ; mais c'est resté en place après.

AUCUNE PROTECTION SOCIALE

Les paysans fermiers, métayers, étaient aussi et sont

permettaient de passer d'un paiement en produits à un paiement en argent et d'obtenir que ce paiement en argent, par rapport aux fermages existants, soit 2/3 moins cher (le fermage en argent était pourtant déjà beaucoup moins élevé que le paiement en nature). 200 seulement !

Dans un système qui ne donnait aucune protection sociale, aucun droit à la retraite pour les paysans, l'idéal, et ça se comprend, était de devenir petits propriétaires, d'arrondir le pécule comme ils le pouvaient au prix de privations, de travail de la famille, d'utilisation des ressources de l'enfant qui était allé travailler dans une industrie, à Porto ou ailleurs ; voire, bien sûr, les ressources de ceux qui étaient allés travailler en France, en Allemagne, qui s'étaient expatriés.

Le but était de posséder de la terre, de la louer pour assurer sa subsistance pendant ses vieux jours.

Une des mesures qui me paraissent, pour ma part, les plus importantes du point de vue révolutionnaire, aurait été d'organiser un système de retraite pour les paysans lâchant le sol. Un système de retraite indexé, garanti, public, de telle manière qu'ils ne soient pas obligés d'attendre les ressources pour leurs vieux jours de l'exploitation d'autres paysans.

DEUX CENTS SUR DOUZE MILLE !

C'est pour toutes les raisons que je viens d'indiquer qu'en fait, les aspects les plus positifs de la réforme agraire, ont effleuré le nord sans le toucher. Par exemple, dans le district de Porto, il y avait 12 000 métayers, 12 000 paysans qui payaient la location de leur sol en nature, soit en donnant la moitié, soit en donnant les 2/3 de la production du sol au propriétaire. 200 seulement ont utilisé les nouvelles lois qui leur

permettaient de passer d'un paiement en produits à un paiement en argent et d'obtenir que ce paiement en argent, par rapport aux fermages existants, soit 2/3 moins cher (le fermage en argent était pourtant déjà beaucoup moins élevé que le paiement en nature). 200 seulement !

Ajoutons que, depuis le 25 novembre, ces 200 paysans sont l'objet d'une répression systématique de la part des propriétaires. Il existe des bandes organisées par les propriétaires qui s'en vont voir les 200 paysans un à un et qui les obligent à revenir au métayage ancien. Lorsque les paysans font appel à la Garde Nationale Républicaine pour les défendre (puisque après tout, ils n'ont fait qu'utiliser la loi) ou la Garde Nationale Républicaine ne vient pas, ou elle vient trop tard. Il y aura des noms, des adresses dans le rapport du comité Russel à ce propos, puisqu'il y a des gens qui ont accepté que ce soit publié. Il y a même un cas, je n'en ai rencontré qu'un, où la Garde Nationale Républicaine est venue avec la bande armée du propriétaire pour obliger le paysan à revenir en arrière par rapport à la loi actuelle. Il ne faut pas s'étonner après que la même Garde Nationale Républicaine tire dans les manifestants de Porto et tue des gens.

NOUVEAUX ATTENTATS ANTI ALGERIENS

Interview de M. Ben Difallah, consul général d'Algérie à Strasbourg

Deux passants blessés, des dégâts importants, tel est le bilan de l'attentat dont a été victime dimanche matin l'office du tourisme algérien à Paris. Dans la nuit de jeudi à vendredi c'est le consulat algérien à Paris qui avait été la cible d'un attentat du même type. Sur toute la longueur de la rue d'Argentine, les vitres ont été soufflées. Au même moment à Strasbourg, les locaux du consulat d'Algérie à Lyon et Air Algérie ont été atteints par

des explosions. Cette série d'attentats n'a fait aucun mort, mais des dégâts matériels importants.

De plus on reste sans nouvelles des six Algériens enlevés ces jours derniers à Aix. Ces attentats sont revendiqués à la fois par le mouvement «Justice pieds noirs» et un certain «Front de libération unifié pour la nouvelle Algérie». Mais leur origine ne fait pas de doute, il s'agit vraisemblablement de ces «soldats de l'oppo-

sition algérienne» que Poniowski a prétendu démanteler la semaine dernière. Composés exclusivement d'anciens harkis, de nostalgiques de la domination coloniale comme il en existe dans «l'union de défense des réfugiés d'Algérie», ces groupes jouissent d'une impunité objective intolérable.

Comme le faisait remarquer l'ambassade d'Algérie, les terroristes anti algériens ne sont jamais poursuivis et ils paraissent

téleguidés par les services secrets français.

L'entretien que M. Ben Difallah consul d'Algérie à Strasbourg en compagnie de M. Sadaoui représentant de l'Amicale des Algériens en France a accordé à notre correspondant local nous montre pourquoi malgré les discours de façade ces groupes jouissent en toute liberté du droit de s'attaquer aux travailleurs algériens et aux locaux dépendants de leur gouvernement.

QdP : Cette nuit, il y a eu plusieurs attentats en France contre les locaux algériens. Quelle est la situation exacte ?

— Il y a eu un attentat contre le consulat général d'Algérie en France, un autre contre les locaux d'Air Algérie à Paris et à Lyon enfin un autre à Strasbourg contre le consulat général. De plus, il semble que 6 ressortissants algériens aient été enlevés à Avignon (cette nuit) cette information vous est donnée sous réserve de confirmation. A Strasbourg une très forte bombe a endommagé sérieusement tout le rez de chaussée de nos locaux, certaines plaques blindées de notre grille d'entrée ont été pulvérisées ainsi que les vitres des habitations situées de l'autre côté de la rue.

QdP : Ces attentats sont-ils revendiqués ?

— Certains, oui mais pas tous par l'Organisation Justice Pieds Noirs. Ce sont des nostalgiques de l'époque colonialiste qui n'arrivent pas à se faire à l'idée que l'Algérie veut être indépendante.

QdP : Selon vous quelles sont les motifs de ces attentats ?

— Ces attentats sont le fruit de l'impérialisme qui veut contrer la politique de l'Algérie : indépendance totale de notre patrie à l'égard de tout impérialisme, soutien ferme

que nous apportons au peuple sarahoui dans sa lutte pour l'indépendance pour son droit à l'autodétermination, appuie sans faille de l'Algérie à toute lutte anti-impérialiste et pour le droit à l'autodétermination de tous les peuples.

«CERTAINS NOSTALGIQUES DE L'EPOQUE COLONIALE VEULENT CRÉER UN CLIMAT D'INSECURITE DANS VOTRE PAYS...»

QdP : Pourquoi cette série d'attentats en France précisément ?

— Certains nostalgiques de l'étape coloniale veulent créer dans votre pays un climat d'hostilité à l'Algérie,

ils s'opposent au rôle de l'Algérie qui est à la pointe du combat anti-impérialiste ; notamment ils sont contre le nouvel ordre économique mondial que veut l'Algérie et tout le Tiers-Monde. Ce nouvel ordre économique mondial doit mettre fin aux pillages des matières premières du Tiers-Monde et empêcher que l'impérialisme, par des manipulations monétaires, puisse récupérer de la main droite ce qu'il a été obligé de concéder de la main gauche. Ces gens veulent détériorer, ternir l'image de marque de l'Algérie indépendante.

QdP : Avez-vous bon espoir que les auteurs de ces attentats soient arrêtés et châtiés

comme il se doit ?

— Depuis plusieurs années, nos ressortissants et nos locaux ont fait l'objet de nombreux attentats. A ce jour, très peu de coupables ont été arrêtés. Il est inadmissible que se crée autour des ressortissants algériens un tel climat d'insécurité, il faut que les auteurs de ces attentats soient punis selon la loi. Pour protéger ses citoyens le gouvernement algérien est déjà intervenu à plusieurs reprises auprès du gouvernement français. Il revient au gouvernement français la mission de protéger la vie des ressortissants algériens.

Corr. QdP Strasbourg



C'était en 1973 : l'enterrement des victimes après l'attentat contre le Consulat de Marseille...

ÉCONOMIE

HAUSSE DES PRIX

LE GOUVERNEMENT CONTRE ATTAQUE

En pleine période de négociations salariales dans le secteur public et nationalisé, la campagne menée par la CGT contre l'indice des prix calculé par l'INSEE commence à porter. Il est vrai qu'il ne doit plus se trouver beaucoup de travailleurs pour croire que les prix augmentent de 0,8% ou 0,6% par mois alors que leur expérience quotidienne leur montre une réalité toute différente. Aussi la direction de l'INSEE est-elle passée à la contre offensive. Lors du débat à la télévision entre Jean-Louis Moynet, responsable des problèmes économiques à la CGT et Edmond Malinvaud, Directeur Général

de l'INSEE, le responsable de la CGT s'est laissé enfermer dans une discussion très technique, sans même citer une seule fois les causes principales de sous-estimation de la hausse des prix par l'indice.

Ce n'est certainement pas cette démonstration télévisée qui va renforcer la mobilisation des travailleurs contre l'indice. Mais la direction de l'INSEE n'entend pas en rester là, et, jeudi, elle avait organisé une conférence de presse spéciale pour répondre aux critiques contre l'indice. Mais cette fois, ce sont plus d'une centaine de tra-

vailleurs de l'INSEE qui se sont trouvés au rendez-vous. Après la conférence de presse officielle, les syndicats CGT et CFDT de l'INSEE ont organisé une contre-conférence de presse, qui a permis aux journalistes présents d'obtenir des explications concrètes de la part de ceux qui fabriquent l'indice. Ainsi on a pu apprendre que dans le calcul de l'indice de l'INSEE, des produits figurent toujours avec leurs prix de 1974, faute d'observations plus récentes, et des témoignages ont montré avec quel arbitraire les hausses de prix étaient prises en compte par les responsables de l'INSEE.

Tout ceci confirme très largement les critiques que nous avons faites à l'indice de l'INSEE dans le QdP (Cf n° 96 du 29 janvier).

L'indice de l'INSEE est bien une arme pour la police des salaires, le moyen d'organiser à une grande échelle le vol des travailleurs : la seule sous-estimation de la hausse des prix par l'indice INSEE a fait perdre à un travailleur du secteur public gagnant 2000F par mois, plus de 100F par mois !

J. DUBREUIL

En bref

L'augmentation du prix du timbre, c'est pour bientôt !

A propos de la future augmentation du prix du timbre (de 0,80 à 1 F) Norbert-Segard (secrétaire d'Etat aux PTT) déclarait : «Aucune décision n'a été prise par le gouvernement. Toutes les rumeurs doivent être démenties». Rassurant, n'est-ce pas ? Et pourtant, ne dit-on pas aussi au Ministère que le déficit prévu pour cette année par le secrétariat aux PTT est de 1 milliard 97 millions à moins... qu'il n'y ait des augmentations de tarifs !

Deux avis en apparence bien différents provenant de la même source. Qui croire ? Est-ce qu'on ne nous avait pas dit la même chose à propos du prix du gaz et de l'électricité !

Non au métro au rabais !

Ce métro «au rabais» contre lequel se mobilisent la population de Clichy, Asnières, Genevilliers c'est le prolongement de la ligne de métro 13 bis (Champs Elysées - Porte de Clichy) et qui intéresse une population de 200 000 personnes dont 100 000 travailleurs. Dans quelles conditions va-t-il être construit ? Au mépris des conditions de vie des travailleurs !

Il n'y a plus qu'une seule station de prévue. La seconde qui devait desservir l'hôpital Baujon ; des cités HLM ; une zone industrielle employant 3 000 salariés a été supprimée... par mesure d'économie.

Le tracé de la voie, primitivement prévue en souterrain, se fera à l'air libre. Non pour admirer le paysage ! mais parce qu'une voie à l'air libre coûte 3 fois moins cher ! Tant pis si les 8 000 personnes qui vivent en bordure du tracé du métro doivent supporter, après la fatigue d'une journée de travail, le bruit des rames de métro. Pour la RATP, le bruit ce n'est pas un problème ! Seule la rentabilité est souveraine. Ne disent-ils pas que les conditions financières dictent pour chaque ligne une limite impérative à ne pas dépasser.

Le Larzac devant le conseil d'Etat

L'affaire du Larzac passe actuellement devant le Conseil d'Etat. Les paysans du Larzac qui s'opposent à l'extension du camp militaire ne rejettent aucune forme de lutte, ils se sont opposés par la force aux expulsions, ils ont multiplié les manifestations et ont su donner à cette affaire une résonance nationale et gagner un très large soutien populaire à leur cause. En portant la question de l'extension du camp devant le conseil d'Etat, il s'agit pour eux de dresser un nouvel obstacle à l'extension du camp et au minimum de retarder la procédure d'expulsion.

Le commissaire du gouvernement a défendu une nouvelle fois devant le Conseil d'Etat la thèse de «l'utilité publique» de l'extension du camp militaire. Le Conseil d'Etat ira-t-il dans ce sens et reconnaîtra-t-il définitivement d'utilité publique, l'extension du camp ? Dans ce cas, il faudrait s'attendre à une nouvelle offensive pour chasser les paysans. Ou bien se rangera-t-il aux arguments présentés par les paysans. Ce n'est pas impossible, car le gouvernement est conscient de la détermination des paysans et des inconvénients pour lui d'une nouvelle mobilisation populaire sur cette affaire.

Le P«C»F : «les PDG avec nous !»

L'ex-PDG de la SNIAS, Ziegler, a signé une pétition lancée par la direction de la CGT de la Métallurgie : «Pour la poursuite du programme Concorde, contre l'abandon de l'aéronautique et pour l'indépendance nationale».

Pour la défense des marchés de l'impérialisme français, PDG et révisionnistes sont main dans la main... Ziegler, on le comprend, profitera du confort du supersonique ! Mais les ouvriers de la SNIAS ?

Quand la bourgeoisie connaît des difficultés, elle restructure sur le dos des travailleurs... Et dans la compétition que se livrent les impérialismes, notamment dans le domaine technique, il faut être compétitif. Si Concorde ne l'était pas, la SNIAS n'hésiterait pas ! Pour les révisionnistes, la défense de la technique française passe avant celle des ouvriers ! Quels que soient les problèmes de la bourgeoisie nationale, la lutte pour l'emploi est à l'ordre du jour !

REPORTAGE

REHAULT OCCUPÉE

par Gérard PRIVAT

LE PAYS FOUGERAIS VEUT VIVRE

Fougères : un des plus forts taux de chômage en Bretagne. Une ville qui s'est vidée de ses ouvriers au cours des dernières années. Une ville que la bourgeoisie locale veut transformer en «site touristique».

Mais Fougères, c'est les travailleurs de la Chaussure, les grandes luttes ouvrières comme celle de 1932, quand le «drapeau rouge flottait sur le marché aux bestiaux».

Depuis un an, les travailleurs fougerais doivent se battre pour leur emploi. Aujourd'hui une usine occupée, d'autres vont bientôt l'être. Le pays fougerais veut vivre.

Le vieux Hypolite Réhault était très fier de son usine, et surtout de lui-même. Tellement fier que lorsqu'il fit construire un nouveau bâtiment, à une centaine de mètres de l'ancien, il voulut le faire édifier en forme de H (comme Hypolite). L'aménagement intérieur s'en trouvait considérablement gêné, mais c'était secondaire.

C'était encore «l'entreprise de papa», à l'époque où la chaussure tournait à plein à Fougères. Mais, brusquement, tout s'est gâté. Le bâtiment nouveau ne fut jamais terminé. Il y manque toujours un bout d'aile, de sorte que le H n'est pas complet. C'est par un dépôt de bilan retentissant que se termina la carrière d'Hypolite.

Les deux fils eurent alors une idée géniale : pourquoi ne pas associer un «syndicat ouvrier» pour remonter l'usine ? La CFTC fit parfaitement l'affaire, et main dans la main, nos «syndicalistes» et les frères Réhault réorganisèrent l'entreprise. En quelques années, l'usine se trouvait au premier plan de la production de la chaussure à Fougères : 1 190 personnes employées, 1 200 000 paires de chaussures par an. Cette période de prospérité devait durer jusqu'en 69 où, à nouveau, les choses recommençaient à se dégrader pour en arriver à la liquidation pure et simple d'aujourd'hui.

LA LOI DE LA RENTABILISATION CAPITALISTE

Ce qui permit à l'entreprise ce «décollage» fulgurant, c'est avant tout une «organisation scientifique du travail». On sait ce que ça veut dire dans le système capitaliste : il faut être «compétitif», produire plus en moins de temps. A partir de 54, des machines nouvelles sont mi-

constante, et à partir de 1969, de suppressions d'emplois, sous forme de non-remplacement des départs et de licenciements individuels.

De la sorte, on arrive fin 1974, avec 600 personnes à l'effectif, dont 60 % de femmes et 80 % d'O.S. et de manœuvres, travaillant à de très dures cadences pour un salaire moyen de 1 400 à 1 500 F par mois. Mais, ça ne suffit pas encore et le bilan est déposé.

«Morel et Gaté» va sûrement en faire autant. Quant à «J.B. Martins», la situation n'est guère plus brillante.

Beaucoup de couples travaillaient chez Réhault. Des familles entières même. Comme celle-ci dont le père, la mère et les deux fils se retrouvent d'un seul coup sans travail. Très vite cette catastrophe s'est transformée en révolte : «On nous a fait travailler dur, et puis maintenant, on nous jette



ses en service. Au fil des années, on automatise, pour en arriver à remplacer la production semi-artisanale par des chaînes. Il ne faut pas s'amuser, c'est 76 secondes pour un plateau. Ce processus s'accompagne bien sûr, en plus de l'inévitable augmentation continue des cadences, d'une déqualification

DES CONSÉQUENCES CATASTROPHIQUES POUR LES TRAVAILLEURS

Que faire ? Où aller ? Il n'y a aucun emploi sur la ville. Les autres usines de la chaussure ? C'est pareil ! Maunoir vient de déposer son bilan,

dehors ! On ne peut accepter cela ! On ira jusqu'au bout. Tout ce qu'on veut, c'est du travail, ici, chez nous !

L'EXPERIENCE DES «LIP»

Quand on parle de Lip aux travailleurs de Réhault, à quelques nuances près, les réponses sont les mêmes : «C'est très bien ce qu'ils ont fait. Ils ont su se battre avec courage et détermination. Nous avons beaucoup à apprendre d'eux et aussi des autres luttes qui ont suivi. Mais nous, à Fougères, dans la chaussure, c'est une situation spécifique. Il faut trouver des idées nouvelles, en s'inspirant des acquis de toutes les luttes victorieuses contre les licenciements. Personne ne peut le faire à notre place».

C'est en effet une situation spécifique, dans cette Bretagne dont les capitalistes veulent faire une réserve de main d'œuvre et une région pour touristes fortunés. Les travailleurs de chez Réhault, et ceux des autres usines de chaussures qui vont bientôt se rejoindre, ont engagé une lutte de longue haleine contre les projets de la bourgeoisie. Non Réhault, ce n'est pas fini ! Fougères non plus !

LE POINT DE VUE D'UN PATRON «DE GAUCHE»

Bidegain, PDG bien connu de la Chaussure, a sa petite idée sur la situation de l'entreprise Réhault. Il l'a donnée au cours d'une interview à «Ouest-France», le 19 février.

Pour ce patron «moderne», «si l'inspection du travail n'avait pas refusé les licenciements souhaités par l'entreprise Réhault, la situation serait aujourd'hui moins grave». En effet, poursuit-il, «il est

tout à fait anormal et malsain qu'une entreprise soit obliquée de déposer son bilan pour pouvoir procéder aux licenciements nécessaires à sa survie».

Vous avez compris, travailleurs de chez Réhault ! Si on en est là aujourd'hui, c'est de votre faute. Vous auriez dû accepter qu'une partie d'entre vous, soit licenciée pour permettre à M. Réhault de continuer à faire ses profits.

LE FRONT SYNDICAL FOUGERAIS, UNE NECESSITE POUR LA LUTTE

Les travailleurs fougerais, et surtout ceux de la chaussure, sont exigeants sur la question de l'unité. Ils avaient réclamé à la fin décembre 73, lorsque furent connues les menaces de licenciements, que les organisations syndicales fassent l'unité, se regroupent dans un front commun. C'était la condition qu'ils mettaient pour engager l'action.

Certains syndicats mirent effectivement tout en œuvre pour réaliser l'unité souhaitée. D'autres se firent tirer l'oreille comme Force Ouvrière, mais bon gré mal gré, durent s'exécuter par crainte de se voir dépasser. C'est ainsi que se trouva mis en place début 74, le «Front Syndical Fougerais», regroupant la quasi totalité des syndicats, même enseignants.

De nombreuses actions et manifestations furent menées tout au long de cette année 74, actions qui

saient sauvagement les ouvriers, blessant deux jeunes filles. L'une d'elles a eu un œil arraché par une grenade lacrymogène tirée presque à bout portant.

Depuis, il y a quelques relâchements dans le Front syndical. C'est particulièrement le fait de FO (assez influent dans plusieurs boîtes) qui multiplie les manœuvres pour ne pas s'associer à l'action. Ils réclament actuellement de concert avec la CFTC et... le PCF une «table ronde» avec les pouvoirs publics pour «étudier les problèmes de l'emploi à Fougères». Des «tables rondes», il y en a déjà eu plusieurs. Jamais rien de positif n'en est sorti pour les travailleurs.

On comprend mieux les véritables intentions de FO, lorsqu'on écoute TRÉGARO, un de ses leaders : «si Martin me dit qu'il doit licencier 130 personnes, je ne peux m'y opposer. C'est clair !



SOLIDARITE DANS LA LUTTE
Travailleurs fougerais C.F.D.T.

eurent un grand retentissement dans la région. C'est par exemple, cette manifestation du 20 mars, où les travailleurs inauguraient à leur manière la foire-exposition de Fougères. C'est le 28 mars et le 10 et 17 septembre, de puissantes manifestations. C'est enfin le 30 septembre, où, toujours à l'appel du «Front syndical» 5000 travailleurs défilaient dans les rues. C'est au cours de cette manifestation que les flics agres-

Contre ces manœuvres de division, les réactions sont nombreuses. Chez Martin, justement, des pétitions circulent à l'initiative des ouvriers CFTD-CGT-FO-CFTC et non syndiqués, qui demandent aux délégués des différentes organisations de recréer le Front syndical fougerais. Ces pétitions ont recueilli de nombreuses signatures. Il faut recréer le «Front syndical fougerais», c'est une condition pour lutter efficacement.

LE POINT DE VUE DE LA PRESSE BOURGEOISE

La presse bourgeoise titre : «Un parfum de Lip à Fougères». Elle voudrait faire d'Eugène Simon, secrétaire CFTD, le «Piaget fougerais». Pour les travailleurs de Réhault, ce n'est que mépris. Pour tous ces journalistes bourgeois, (et ils sont nombreux) qui sont venus à Fougères voir ce «nouveau Lip», les travailleurs ne sont pas capables d'initiatives. Ils ne peuvent que suivre des «dirigeants éclairés» de toute façon, leur cause est perdue. Ainsi, par exemple, pour ces messieurs, les travailleurs qui sont allés coller leurs

lettres de licenciement sur les murs de la sous-préfecture, n'ont fait là «qu'un geste symbolique».

Il suffit de voir comment ces messieurs «travaillent» pour comprendre leurs préoccupations quand ils viennent «rendre compte» d'une lutte ouvrière : gros plan sur le patron et sur le leader syndical, des dizaines de photos d'eux sur toutes les coutures, quelques mots et puis on repart. Le reste, les travailleurs, leur point de vue, leurs aspirations, leurs problèmes, tout cela

n'est guère intéressant. Comme le dit l'un d'eux, particulièrement méprisant : «Des histoires comme celle-là, il y en a des centaines en France ; je me demande bien ce qu'on m'a envoyé faire spécialement ici».

Créer le doute sur la possibilité de lutter et de gagner, reléguer les travailleurs au rang de «troupeau docile suivant le guide» telle est la fonction de la presse bourgeoise, telle est sa façon de participer au combat des capitalistes contre la classe ouvrière.

LUTTES OUVRIERES

Neuves-Maisons (Nancy)

DES QUESTIONS QUI CONCERNENT TOUTE LA SIDERURGIE

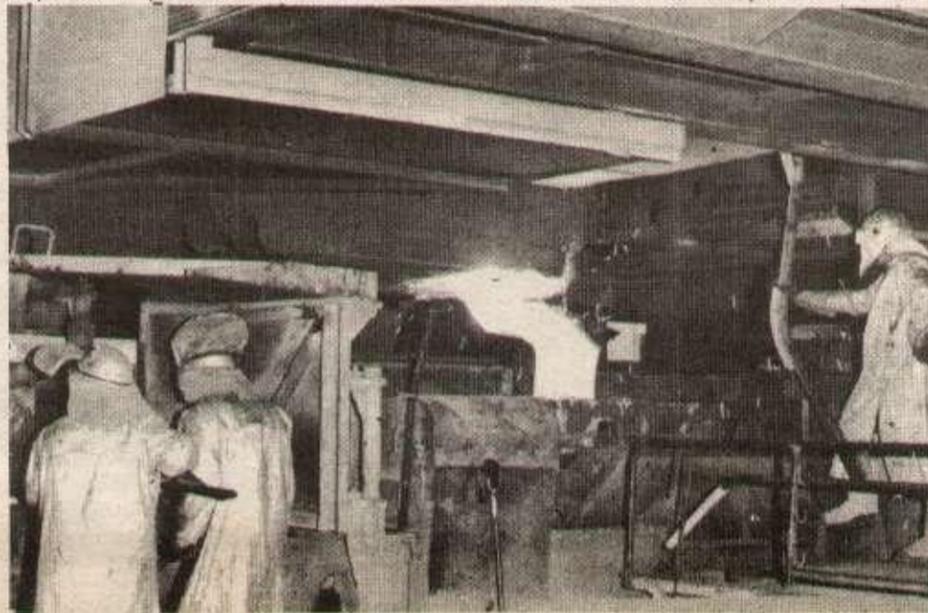
Au moment où Solmer reprend, les travailleurs des Acieries et Tréfileries de Neuves-Maisons s'interrogent. Le lock-out est terminé depuis une semaine. Aux hauts-fourneaux et laminoirs, le travail a repris avec seulement des promesses de «satisfaction ultérieure des revendications» pour la Dolomie tandis que pour les «250 F pour tous», la direction estime que ça serait «à peu près le montant des augmentations prévues pour 76» et que par conséquent, ça ne se discute pas !

Devant l'ultimatum patronal d'extension du lock-out, fallait-il aller jusqu'à l'épreuve de force ou «battre provisoirement en retraite pour continuer la lutte», comme cela s'est fait ?

Dans les secteurs déjà très combattifs (hauts-fourneaux, laminoirs) la volonté de lutte est très importante mais dans les autres c'est plutôt l'idée que «Ce n'est pas le moment d'y aller». Comment réaliser l'unité dans l'usine ? Comment faire que tout le monde avance au même pas ?

Un élément important pour réaliser cette unité, c'est la démocratie prolétarienne ; or jusqu'à présent aucune assemblée générale n'a rassemblé les secteurs en lutte. Les sections syndicales qui conduisent le conflit dans un certain esprit de chapelle qui recouvre les divisions PC, PS, ne contribuent pas à lever les difficultés. Par exemple : c'est la CGT qui est majoritaire à la dolomie et la CFDT aux laminoirs et hauts-fourneaux. Il n'y a aucune coordina-

tion et peu de discussions. Une autre question se pose aussi actuellement, comme à la Solmer : est-il possible de gagner lorsque le patron impose le lock-



out ? Certains délégués pourtant actifs le mettent en doute : «Quand le patron lock-oute, c'est lui qui est en position de force, ce que je vois plutôt que la grève illimitée, c'est

des mouvements de harcèlement et qui se déroulent dans tous les services, qu'il y ait une coordination entre tous les secteurs».

En 73, à Neuves-Maisons, après deux mois et demi de lutte de ce type, les travailleurs avaient obtenu gain de cause.

Ce qui revient aussi, c'est la nécessité d'un mouvement d'ensemble : «Aujourd'hui, il faut autre chose, dépasser le cadre de l'usine, une journée d'action comme le 6 fé-

payer la crise aux travailleurs, se pose la nécessité d'un mouvement d'ensemble dans la branche qui unisse les actions des diverses usines même si dans celles-ci la lutte se mène par secteurs et ne prend pas toujours la forme d'une grève illimitée avec occupation.

Dans la grève de Neuves-Maisons se pose une question : est-ce qu'une coordination des luttes, c'est une simple information

sur les grèves des diverses usines entre les sections syndicales au cours de rencontres ou alors cela concerne-t-il l'ensemble des travailleurs ?

Face à la restructuration de la sidérurgie, au plan de la bourgeoisie pour faire

Marcel MEYER

Solmer UNE REPRISE AMERE

Pour faire reprendre le travail, Durand-Rival - PDG de Solmer - n'avait pas lésiné : dès jeudi, des commandos de cadres en casques blancs faisaient barrage autour de l'usine pour l'interdire aux éléments extérieurs et, de fait, faire pression sur le vote à propos de la reprise du travail (organisé par l'Inter-syndicale). Sur 1 617 participants au vote, c'est 1 136 d'entre eux qui se prononçaient sur «la poursuite de l'action sous d'autres formes», autrement dit l'arrêt de cette grève déclenchée le 21 janvier par les hauts-fourneaux.

F.O. avait préparé le terrain en reprenant le chantage de la direction : «continuer la lutte, c'est mettre en jeu 3 500 emplois». Et déjà, mardi et mercredi dernier, comme le disaient plusieurs sidérurgistes : «C'est sûrement grâce aux femmes que nous avons évité la reprise» ; grâce à leur initiative de manifestations dans Solmer et d'occupation des bureaux de la direction qui galvanisa un temps les grévistes. Car, dans les Assemblées générales, depuis plusieurs jours, le ton de certains délégués CGT (également membres du P.C.F.) avait de drôles de résonances de reprise : «C'est la lutte à déjà porté ses fruits ; on a déjà gagné des choses importantes», «nous avons fait avancer les idées sur la réduction du temps de travail et la cinquième équipe» et surtout : «La grève est un moyen de lutte parmi d'autres... Autant de déclarations qui inquiétaient les travailleurs. Beaucoup n'osaient pas comprendre !

Maintenant, c'est fait : CGT et CFDT ont renoncé à

la lutte et, faute de perspectives, les sidérurgistes de Solmer rentrent. Avec quoi ? Une promesse de réduction de moitié du chômage partiel de mars, une «prime de reprise» de 250 F pour les hauts-fourneaux, et un rattrapage sur les heures de grève par «avances remboursables», versement anticipé d'un quart de la prime semestrielle, ou équivalence en jours de congés d'avance pour les lock-outés...

Et c'est là-dessus, qu'avant le vote, un délégué CGT devait déclarer que la lutte avait «obtenu des améliorations». Comment a-t-on pu en arriver là ? Pourquoi, alors qu'une nouvelle journée Usinor se prépare aucun rapport de force conséquent ne s'est construit à l'échelle de la sidérurgie ?

Discutons précisément de ces «obstacles» que des responsables CGT mettaient en avant, au lieu de les lever, pour en venir à cette reprise amère !

Voilà ce qui importe à Solmer aujourd'hui !

Toujours du chômage en Charente-Maritime

A Asturonia (fabrication d'engrais chimiques et d'acide phosphorique) à Tonnay Charente (près de Rochefort), c'est le chômage partiel. De plus la direction annonce une trentaine de licenciements et plusieurs mises à la pré-retraite pour la mi-mai.

A l'appel de la section CGT de l'usine, les travailleurs ont débrayé déjà deux fois en une semaine. Ils ont occupé le hall du bâtiment administratif. La direction a répondu en annonçant la fin du chômage partiel, le 1^{er} mars. Mais la reprise s'effectuera avec trois postes de fabrication au lieu de quatre, et un arrêt total de la fabrication est prévu (comme l'année dernière d'ailleurs), pendant la période des congés. Et la direction maintient les licenciements. (Il y avait en octobre 320 travailleurs, il n'y en a plus aujourd'hui que 250 !). La mobilisation des travailleurs continue.

• Ainsi, la situation de l'emploi en Charente Maritime continue à se détériorer :

- à Ridoret-Fer (la Rochelle) : dépôt de bilan ; 160 travailleurs au chômage,
- Bois Déroulés (Rochefort) : 143 licenciements,
- Moreau Technic (Montendre, dans le sud du département) : 15 licenciements,
- Manufacture de Chaussures (St Aiquin), on parle de 150 licenciements.

• En décembre dernier, la mairie de Saintes annonçait officiellement 3 000 chômeurs dans l'arrondissement de Saintes (Saintes, St Jean d'Angély, Jouzac), ce qui est énorme, vu la sous-industrialisation de cette région ainsi que toute la Charente Maritime !

Correspondant Saintes

Carpentras : occupation à «Jams sud»

Depuis mercredi, les cent quarante ouvriers de «Jams Sud», fabrique de meubles à Carpentras, occupent leur usine. Ils s'opposent ainsi à la décision de la direction de réouverture de l'usine... avec licenciements à la clé, pour le 1^{er} mars.

Non aux licenciements ! «C'est tous ensemble que nous rentrerons !»

LOCK-OUT CONTRE LES OUVRIERS DE RHENALU

L'usine Rhenalu de Biesheim (près de Neuf-brisach) est fermée depuis maintenant près d'une semaine. N'ayant pas obtenu du tribunal, l'expulsion du piquet de grève ; le jugement a été de nouveau reporté au 3 mars et un conciliateur a été nommé. (c'est la même procédure que dans l'affaire Clark qui rappelle le n'a pas empêché l'intervention des CRS), la direction a justifié cette décision par «L'impossibilité de l'entrée des matières premières et de l'expédition des produits et de l'impossibilité de faire tourner les machines... par suite de sabotages divers». Sont cités notamment comme acte de sabotages «Courant coupé, fusibles volés, tableaux électriques déconnectés». En fait pour la direction, ce qu'elle condamne comme actes de sabotage, c'est le libre exercice du droit de grève lui-même.

Quant aux autres actes qu'elle attribue aux grévistes (10 représentants ont été assignés au tribunal des référés) le moins qu'on puisse dire est que leur origine est très douteuse. Par contre, les provocations incessantes de certains cadres sont patentes et bien réelles.

La direction continue de faire preuve d'une intransigeance totale.

Elle comptait sur le pourrissement de la grève. Mais ce n'est pas le cas encore. Devant cette nouvelle défaite, la direction vient donc de fran-

chir un nouveau pas dans l'escalade en décidant le lock-out et en déclarant en outre que ses dernières propositions ne sont plus valables et qu'elle ne garantit plus l'emploi pour les mois à venir. Mais ce mauvais coup de la direction se retourne en fait contre elle en la démasquant complètement. Les travailleurs de Rhenalu, qui rentrent dans leur 5^e semaine de grève vont renforcer une nouvelle fois leur position, depuis la fin de janvier, le nombre de grévistes était passé de 280 à 550 sur 770 ; maintenant, c'est la quasi totalité des travailleurs de l'usine qui sont unis pour faire échec à la violence patronale et pour faire triompher leurs revendications. La solidarité se développe dans les autres usines du groupe, Cegedur bien sûr mais aussi chez les travailleurs de toute l'Alsace (ainsi 300 personnes ont manifesté en soutien, à Colmar).

D'après des informations syndicales, la solidarité va même prendre des dimensions internationales, les syndicats auraient déjà contacté l'usine Pechiney de Hollande - à laquelle la direction de Rhenalu a demandé d'assurer sa production pour livrer Norf en Allemagne Fédérale.

Le blocage des expéditions par les grévistes de Rhenalu est très bien réalisé, avec succès.

En bref

Manifestation des travailleurs d'Usinor à Paris

Le vendredi 27/2, les travailleurs de toutes les usines du groupe Usinor, viendront manifester devant le siège général à Paris à l'appel de la CGT et de la CFDT, pour la réduction du temps de travail, la retraite, les classifications, le droit syndical. Après le 6/2, une nouvelle journée d'action, cette fois limitée à un seul des trusts sidérurgiques français, ne fait que rendre plus criant le besoin de coordination des ouvriers de la branche !

Des bactéries dans le sérum

Dans un hôpital d'Epinal, une femme meurt de septicémie : il y avait des bactéries dans le sérum physiologique qu'on lui a perfusé.

De tels accidents ne sont malheureusement pas rares dans les hôpitaux et les cliniques ; le manque de personnel et d'effectifs fait que les précautions d'asepsie ne sont pas respectées.

Morte asphyxiée

Dans un centre de vacances de Villard-de-Lans, une enfant de 9 ans meurt d'asphyxie, faute de soins, à la suite de difficultés respiratoires. Pas de médecin disponible, l'hélicoptère appelé est arrivé trop tard.

Pendant les vacances scolaires, la population passe de 4 000 à 16 000 habitants, mais il n'y a toujours que 4 médecins !

Là, comme à La Mongie où on avait refusé de fermer les pistes malgré la menace d'avalanches, la soif de profit des promoteurs passe avant la sécurité des vacanciers !

POLITIQUE

En bref

Renault-Sandouville : la direction déménage !

Depuis une semaine, une grève partielle a lieu aux ateliers presses de l'usine à Sandouville. Les ouvriers revendiquent : classement P 1 pour tous. (comme en 73 déjà !)

La CGT annonce que la direction de la Régie Renault a fait déménager les poinçons et les matrices de cet atelier vers Douai. Cette manœuvre vise à empêcher le blocage des fabrications de R 30 et R 20. La direction renouvelle ainsi l'opération «anti-grève» qu'elle a déjà pratiquée lors de la grève des presses à Billancourt où un «transfert» de matériel avait déjà été effectué à la sauvette.

Tri PTT Paris Brune : débrayages contre la pollution

Depuis une semaine, les postiers du transbordement de Brune luttent contre la pollution (produite par les gaz d'échappement des voitures postales) par des débrayages d'une heure en brigade de nuit.

Déjà mercredi dernier, les travailleurs étaient allés en délégation de masse au bureau du chef de division qui se répandit en promesses. Il nous a dit «son optimisme sur la réalisation des travaux de ventilation». Mais «il n'y a toujours rien d'officiel» (le projet étant bloqué à un échelon administratif quelconque !)

Devant cet état de fait, les postiers du transbordement ont décidé d'intensifier la lutte en passant à deux heures d'arrêt de travail.

La lutte pour la santé des travailleurs, c'est aussi la lutte contre le capital.

Correspondant Paris Brune

Meeting national de l'Humanité Rouge

Samedi dernier se déroulait à la mutualité, le rassemblement national ouvrier appelé par «l'Humanité Rouge». Tout au long de l'après-midi et de la soirée, une nombreuse assistance a suivi le déroulement du meeting, s'est informée auprès des stands qui l'accompagnaient. Lors des interventions de travailleurs de différentes entreprises de France, la grande salle de la mutualité, pleine, a suivi avec attention les explications sur les luttes : une délégation de travailleurs de Sanders, un ouvrier de Sotracom, un ouvrier de Thermor CEPEM (Orléans) ont été particulièrement applaudis. Suivait une intervention de la Fédération de Paris du PCR (ml) à propos de la situation dans notre pays, des perspectives révolutionnaires, des conceptions à défendre à propos de l'unification des forces révolutionnaires, puis l'intervention centrale de Jurquet, directeur politique de l'Humanité Rouge qui a notamment déclaré : «Non ! Les travailleurs de notre pays n'acceptent pas de prendre des vessies pour des lanternes. Les bateleurs de la foire d'empoigne capitaliste peuvent ravalier leurs boniments, la vie de chaque jour fait éclater leurs mensonges ! La crise générale du capitalisme est loin d'être achevée, elle se poursuit, elle va poursuivre ses crimes et ses méfaits...».

RÈGLEMENT DE COMPTE DANS LA PRESSE

Le correspondant de l'hebdomadaire «Le Meilleur» à Toulouse, Trouvé a été découvert tué d'une balle de 7,65 dans la tête : ça ne pardonne pas. Avant d'atterrir à la rédaction de cette feuille à scandales, il avait eu un itinéraire d'une certaine continuité.

Il fait ses premières armes à 19 ans dans le dessin pour «Je suis partout» feuille nazie du collaborateur Henriot, il passe ensuite du crayon au fusil, on le retrouve successivement dans la milice de Darnand puis dans la Waffen SS. Ses activités lui valent d'être condamné à mort à la Libération, mais la bourgeoisie a besoin d'hommes de main et il est gracié puis rapidement amnistié. Il passe au RPF puis à l'UDR et collabore à «Minute» et enfin au «Meilleur».

Il était ces derniers temps en conflit avec «La dépêche» le journal régional contre lequel il avait porté plainte pour diffamation pour une obscure question de polémique entre associations de résistants. Trouvé se savait menacé : Il avait reçu des menaces de mort, mais est-ce pour cette histoire comme il disait ou bien pour d'autres raisons. Est-il fortuit qu'il ait été exécuté dans un immeuble où le SAC avait pendant un certain temps possédé des bureaux. Trouvé se vantait de savoir beaucoup de choses sur le milieu toulousain et ses liens avec certains hommes politiques. A-t-on craint ses bavardages ? Il n'est pas bon d'en savoir trop sur certaines questions touchant les relations entre la pègre et la politique, Trouvé qui était lié aux deux aurait dû le savoir.

Après les aveux de Patrick Henry

QUESTIONS SUR UNE CAMPAGNE

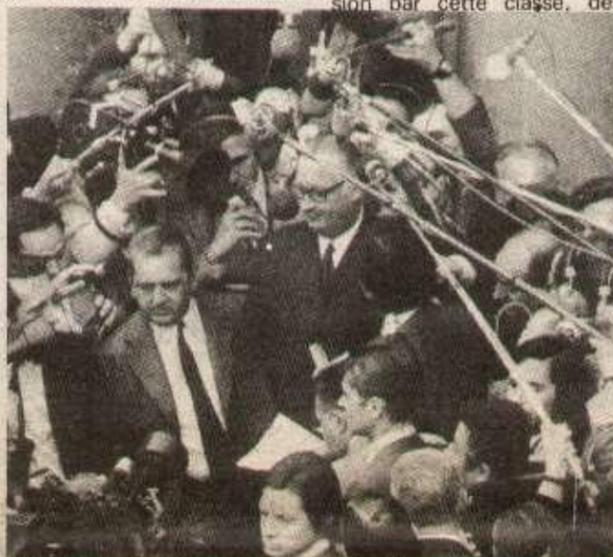
L'affaire de Troyes continue de tenir la une des organes d'information. On nous détaille les aveux vrais ou supposés de l'assassin, entrecoupés de déclarations toutes prêtes, de ministres qui viennent réclamer l'application immédiate de la peine de mort. A les entendre on pourrait presque croire qu'ils se font les interprètes de l'immense indignation populaire qu'a suscitée le crime ignoble de Troyes.

Curieux interprète ! La révolte unanime des gens du peuple est une chose, et il ne fait pas de doute que si la justice était une justice aux mains du peuple, dans le cadre d'une France socialiste, le sort de cet assassin serait vite scellé. Mais cela peut-il se confondre aujourd'hui avec la campagne odieuse déclenchée à l'initiative du gouvernement, sur la peine de mort, sur le renforcement de l'appareil répressif.

PATRICK HENRY
UN PRODUIT DE
LA BOURGEOISIE

L'indignation feinte par les hauts dirigeants de la bourgeoisie sur le crime de Troyes, peut-elle cacher que cet assassin est le produit direct de leur classe, de leur mode de vie, de l'exemple qu'ils prônent à ceux qui «veulent arriver» comme ils disent. Qui était Patrick Henry ? Un représentant de commerce un peu minable qu'animaient l'appât de l'argent vite gagné, qui aspirait à vivre comme vit la bourgeoisie, qui la côtoyait et la prenait pour modèle. Pour arriver à ces fins, il avait déjà volé quelques chèques, et il n'avait d'ailleurs guère été inquiété pour cela. C'est fondamentalement mu par cette ambition que Patrick Henry a commis son crime crapuleux. Mais de tout cela, il n'est pas question dans ce qu'on nous présente à la radio, dans les journaux. En parlant de délinquance en général, en justi-

fiant l'utilisation de la peine de mort en général pour combattre la délinquance, la bourgeoisie amalgame et croit éviter le face à face bien gênant avec un de ses propres déchets : le criminel de Troyes. Mais fondamentalement, la bourgeoisie ne sécrète-t-elle pas des individus comme ce Patrick Henry, à



Une campagne bien menée... par Poniowski

sa propre image ? Qu'est-ce qui différencie ce Patrick Henry de tous ces gagne-petit du crime qui peuplent les SAC ou les services d'ordre de la «majorité» (l'affaire Hazan l'a bien prouvé), ou vont jouer les mercenaires en Afrique : rien ! un même dénominateur commun pour ces gens-là, l'idéal bourgeois, du fric, de la vie facile, des combines, de cette classe décadente ; la même facilité à se mettre au service de cette classe bourgeoise, à l'imiter.

LE CYNISME DE LA BOURGEOISIE

C'est pourquoi l'assimilation de Patrick Henry, à ce qu'on appelle la jeunesse délinquante est particulièrement cynique. Qu'y a-t-il de commun entre cet individu, le rapt qu'il a commis et son aboutissement, et un jeune, victime du chômage et de la misère, poussé au vol pour survivre, jeté dans les foyers d'éducation surveillée, et de là, engagé dans la filière souvent irréversible de la délinquance. Dans le premier cas, on est en face d'un déchet direct de la classe capitaliste, et dans l'autre cas, un produit de l'oppression par cette classe, des

que la suppression de la délinquance ne repose pas sur une aggravation de la répression, mais bien sur la suppression de la société qui sécrète cette délinquance, c'est à dire la suppression du capitalisme. Mais ensuite, et surtout, parce que l'augmentation des moyens répressifs de la bourgeoisie sont avant tout destinés à être utilisés contre les masses populaires, leurs mouvements revendicatifs, leurs aspirations à un changement de société. Le cynisme avec lequel la bourgeoisie a, dès le début, conduit l'enquête sur le rapt du petit Bertrand, et l'a exploité dès les premières heures pour réclamer l'augmentation de la répression a amené nombre de personnes à s'interroger : tout a-t-il été fait pour sauvegarder la vie de l'enfant ? Ou au contraire tout n'a-t-il pas été fait pour affoler le ravisseur et aboutir au résultat final ? Pour développer sa campagne odieuse, la bourgeoisie a ainsi montré qu'elle était prête à tout. De part en part, le crime de Troyes aura été son crime.

NE DITES RIEN ! L'ETAT PAIERA TOUT !

Voilà ce que s'est entendu dire M' Creux après que des policiers aient dans la nuit du 10 au 11 février, tiré dans sa voiture, atteignant la carrosserie et crevant un pneu. Qu'est-ce qui avait motivé cette attaque ? Le fait que le conducteur ait refusé de s'arrêter à un barrage d'hommes armés sans uniformes !

Voilà une police qui fait bien son travail ! Et pas regardante avec ça, elle fait payer ses dégâts par les contribuables. Poniowski va-t-il décorer ses tireurs d'élite ?

Chirac à la télé

LE MÉPRIS DU PEUPLE

Pendant une heure et demie, sur TF 1, Chirac a paradé : c'était bien sûr le début de la campagne électorale ; mais il a aussi annoncé une offensive contre les travailleurs.

Pendant un temps, la majorité a «tendu la main» aux socialistes pour les détacher du PCF : cette tactique ne semblant pas pouvoir porter ses fruits avant les prochaines élections, c'est à un combat d'ensemble de la majorité contre l'opposition qu'appelle Chirac : «Pour la majorité, l'ennemi n° 1 c'est l'opposition».

D'abord le PCF : malgré la grande entreprise de publicité à laquelle a donné lieu le 22^e congrès... croire que le parti communiste change est une erreur fondamentale. Et il a beau jeu de prendre les révisionnistes dans leurs contradictions en rappelant que dès la Libération, en participant au gouvernement bourgeois, Thorez avait dans les faits abandonné la dictature du prolétariat.

Puis il s'en prend au PS, concurrent électoral le plus dangereux, comme doublement «irresponsable» : pour son alliance avec le PCF, et pour sa doctrine «autogestionnaire».

C'EST LA FAUTE AUX OUVRIERS

Chirac crache ensuite son mépris aux travailleurs.

Si vous ne trouvez pas de travail comme ajusteur, c'est vraiment que vous n'en cherchez pas. Et puis «un pays dans lequel il y a 900 000 chômeurs mais où il y a plus de deux millions de travailleurs immigrés n'est pas un pays dans lequel le problème de l'emploi est insoluble». Chirac annonce-t-il une nouvelle campagne raciste pour l'expulsion des immigrés ?

Et Chirac continue sur le même ton les Français

n'ont qu'à accepter de faire les travaux pénibles, au lieu de les laisser aux immigrés. Et comme je suis bon prince, pour les y encourager, je vais «revaloriser la condition des travailleurs mensuels»... On va voir de quelle manière ! A propos de la révolte des ouvriers contre les accidents du travail : «On devrait ouvrir droit à licenciement d'un ouvrier qui ne respecterait pas les règles de sécurité»!!!

«L'idée de recruter 300 000 emplois dans la fonction publique est une idée parfaitement démagogique et complètement absurde». Qu'en pensent les travailleurs hospitaliers par exemple.

Les salaires ? «En matière de salaires, de revenus, en 1976, je crois que nous pouvons difficilement espérer mieux qu'un maintien du pouvoir d'achat et une amélioration pour les moins favorisés». Maintien du pouvoir d'achat... S'il est calculé selon l'indice INSEE, on voit ce que ça veut dire !

«PATRONS, C'EST TOUJOURS VOUS LES CHEFS»

Décidément du PCF à l'UDR, c'est à qui courtera le plus les cadres ! Si Chirac parle de «plus de démocratie dans l'entreprise», c'est surtout «pour les cadres qui, dans une société technicienne, prennent une importance de plus en plus considérable et qui sont les éléments et les rouages essentiels de cette économie...».

Il s'empresse d'ajouter «qu'il ne sera pas porté atteinte à un principe essentiel qui est celui de l'autorité et de la responsabilité du chef d'entreprise».

Puis un peu de baume sur le cœur des avocats, des médecins, à qui on promet des concertations... pour conclure : «l'UDR conservera ses grands desseins» : je sers les capitalistes, et je continuerai !

Paul GAUVIN

INFORMATIONS GENERALES

Après le succès du meeting des foyers SONACOTRA en lutte

les acquis de la lutte

Samedi après-midi, c'est plus de 3 500 travailleurs, pour la plupart immigrés, qui sont venus à la mutualité pour soutenir la lutte des foyers Sonacotra. Une salle pleine, un meeting enthousiaste, dirigé par le Comité de Coordination avec une bonne participation des travailleurs des foyers (21 cars étaient venus des différents foyers en lutte).

Au cours des interventions, on a vu se dégager les premiers acquis de cette lutte : l'unité grandissante des résidents entre différentes nationalités, comme dans les Foyers de St Denis où il y a 11 nationalités. Cette unité a dû se construire contre les divisions de la SONACOTRA et ses gérants racistes, diviseurs et provocateurs. Cette unité se construit également à l'intérieur des foyers entre les travailleurs actifs et les chômeurs, comme à Sevran, avec les travailleurs d'Idéal Standard. C'est un fait nouveau, qui donne une grande force aux résidents.

Une grande volonté de lutte se dégageait des interventions sur la plate-forme revendicative mais aussi sur la question des droits politiques pour les travailleurs immigrés.

Toutes les interventions ont souligné le rôle du Comité de Coordination qui a permis de consolider le combat, d'organiser le meeting et c'est pourquoi les travailleurs demandent la reconnaissance de ce Comité comme pré-

alable à la reprise des négociations avec la SONACOTRA

LA NÉCESSITÉ DE L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS

Un délégué, fortement applaudi a insisté sur la nécessité de cette unité entre travailleurs français et immigrés : «Aujourd'hui, chômage, vie chère, saisies, expulsions, hausses des charges et des loyers, c'est à tous les ouvriers que les patrons veulent faire payer la crise... Lutter contre les foyers prisons, c'est renforcer l'unité... Lutter pour un logement libre, confortable et pas cher, est l'objectif de tous les travailleurs (qu'ils vivent en HLM, foyers SONACOTRA, FJT, Foyers de transit...) Quand la bourgeoisie s'attaque à une partie de la classe ouvrière, c'est toute la classe ouvrière qui est attaquée, c'est pourquoi tous les travailleurs doivent se mobiliser. Il faut que chaque foyer arrive à tisser un réseau de soutien qui soit un véritable soutien populaire...»

Mais sur ce point de l'unité

populaire à construire, sur les obstacles qu'elle rencontre, le meeting est resté limité : par exemple, il n'a pas parlé des difficultés qu'il a fallu surmonter au début de la lutte, avec la «plate-forme» de la CGT, qui avait signé des «accords séparés», et avec la division tentée par le PCF, qui revenait d'ailleurs à la charge dans un article injurieux de l'Humanité. (voir encart). En effet, le débat prévu pour discuter du soutien s'est tenu dans de mauvaises conditions (avec encore une faible participation de travailleurs français) et il a dû être écourté...

UNE PREMIÈRE ÉTAPE

Cependant ce meeting est un succès : «1er meeting

organisé pratiquement entièrement par des travailleurs immigrés montrant par là leur volonté de lutte et la progression de leur prise de conscience», comme le soulignait un membre du Comité de coordination. Il a sans aucun doute permis de renforcer les liens entre les différents foyers. Mais c'est une première étape, et ce qu'il faut «pour lutter jusqu'à la victoire», c'est construire cette unité populaire autour des foyers en lutte, contre la répression, pour la satisfaction des revendications sur le logement, sur les droits politiques.

Contactez le Comité de coordination des foyers SONACOTRA - 56, rue de la Fontaine au roi PARIS 11^e.



Les travailleurs mettent les flics en échec

Jeudi soir à la gare du Nord, une quinzaine de camarades du PCR (ml) distribuait des tracts d'appel au Meeting du Comité de Coordination sur la grève des 47 foyers SONACOTRA. Le tract était bien accueilli de la part des travailleurs français et immigrés, et à la suite de cette intervention une grande partie des travailleurs se sentaient partie prenante du problème des logements. Mais des flics en civils se sont attaqués violemment à un camarade. Une centaine de travailleurs l'ont défendu en dénonçant la répression de la bourgeoisie qui attaque les libertés démocratiques, interdit de populariser une lutte, de distribuer des tracts.

«On ne paye pas des impôts pour avoir des flics qui nous répriment !» «Ayez le courage de montrer le boulot que vous faites contre les travailleurs, au lieu de vous cacher en civil !». Après avoir aidé les camarades à échapper aux flics, des travailleurs ont pris des tracts pour montrer leur désaccord avec la politique répressive de la bourgeoisie et leur soutien à la lutte !

Le PCF au secours de la SONACOTRA

La veille du meeting, l'Humanité faisait paraître un article crapuleux : «...la SONACOTRA et le gouvernement viennent de trouver un renfort imprévu dans un Comité de «Coordination» qui décrète représenter les 47 foyers en lutte, et qui par ses revendications démagogiques et son intransigeance, a contribué à faire échouer les négociations avec la direction de la SONACOTRA.

Ce Comité dirige l'essentiel de ses coups contre la CGT et le Parti Communiste. M. Dijoud a une fois de plus trouvé dans les gauchistes un facile moyen de diversion, mais ce sont les travailleurs immigrés qui feront les frais de telles orientations aventuristes.»

Soyons clairs ! Les négociations dont il est question n'étaient rien d'autre qu'un ultimatum : la direction de la SONACOTRA exigeait en effet, avant toute discussion, que les travailleurs immigrés commencent à «rembourser les arriérés». De la plate-forme revendicative, il n'était pas du tout question. Il faut noter, justement, que la direction SONACOTRA s'appuyait, pour refuser de négocier, sur le fait que la CGT avait unilatéralement signé des accords avec elle au nom de quelques résidents d'un seul foyer sans se soucier du point de vue de l'ensemble des travailleurs en lutte ! Le meeting a été un démenti cinquant pour les révisionnistes.

En bref En bref En bref En bref En bref

Catastrophe ferroviaire de Vierzy : ouverture du procès



Le 16 juin 1972, près de Vierzy, un tunnel SNCF s'écroule. Deux express Paris-Laon y entrent en sens inverse à 100 km/h : il y a 108 morts et 88 blessés.

Les familles des victimes se sont constituées en Association pour faire la vérité. Les cadres de la SNCF inculpés cherchent à diluer les responsabilités, en chargeant des cheminots et une entreprise extérieure chargée des travaux de «chemisage».

Est-ce que ce procès dira... si la surveillance et l'entretien de ce tunnel ont réellement été assurés convenablement ? Il est insupportable que des catastrophes semblables se reproduisent, comme en décembre à Chalon-sur-Saône.

Quand la Saviem s'implante...

Tandis que des débrayages répétés se déroulent à l'usine Saviem de Blainville, une entreprise de Colombes (Hauts-de-Seine), la Sinpar, passe sous la coupe du groupe. Le rachat de l'entreprise se solde par le licenciement de 39 ouvriers sur 103, et une diminution générale des salaires, et des sanctions contre 7 délégués CGT.

Le service départemental de la main-d'œuvre : un rôle nouveau !

D'après la bourgeoisie, le rôle des Services Départementaux de la Main-d'Œuvre était jusqu'ici d'aider avec l'ANPE les chômeurs dans la recherche d'un travail. C'était du moins ce que sa propagande tentait de faire croire. A voir le million et demi de chômeurs qui existent aujourd'hui, on doutait de son efficacité.

Mais, maintenant, les choses sont devenues claires, du moins dans la ville de Montreuil, où cet organisme aide les patrons... à supprimer des emplois. C'est ainsi que le service de la Main-d'Œuvre de cette ville vient de demander à 27 ouvriers de l'usine DENTZER NOXA de s'inscrire à l'ANPE !!! Mais selon l'Agence, «il ne s'agirait pas de licenciement», mais d'une «cessation provisoire de contrat de travail», puisque ce n'est pas le patron qui, officiellement, en a pris la décision !

Si la bourgeoisie croit empêcher la riposte des travailleurs par ce genre de subtilité, elle se trompe : déjà, dans l'entreprise, on discute ferme. La riposte se prépare !

Merci aux gardiens de la paix



Merci aux gardiens de la paix ! Ils raccompagnent chez eux les banlieusards du dernier train dans le seul but bien sûr d'assurer notre sécurité. N'allez pas vous imaginer que c'est pour nous surveiller. Ce n'est pas dans les méthodes de la police...

Résultats du championnat de France de football

Domination stéphanoise à la première mi-temps, mais Lille marque à la 31ème minute sur une contre-attaque. En deuxième mi-temps, St Etienne fait le forcing, et marque 3 buts dont deux de Rocheteau à la 73 et à la 75^e minute. Il est regrettable que tous les matches n'aient pas lieu le même jour, St Etienne connaissant l'échec de Nice à Lens n'aurait joué beaucoup plus sereinement. Nice a marqué le pas à Lens malgré la présence de Guillou dans ses rangs.



Mujica marque un penalty en faveur de Lens.

Division 1 :	
Sochaux - Valenciennes	3-0
Strasbourg - Nancy	1-5
Avignon - Troyes	0-1
Metz - Bordeaux	2-1
Reims - Nîmes	2-0
Bastia - Nantes	0-1
Lens - Nice	2-1
Marseille - Paris St Germain	2-1
Monaco - Lyon	1-0
Saint Etienne - Lille	3-1
Classement :	
1 Saint Etienne	37
2 Sochaux	35
3 Nice et Nantes	34

DOCUMENT

DOCUMENT

CHINE

LUTTE DES CLASSES DANS L'ENSEIGNEMENT

CONSTRUIRE UN MONDE NOUVEAU

Dans l'enseignement, qui doit diriger ? La classe ouvrière ou la bourgeoisie ? Faut-il revenir à la situation d'avant la Révolution Culturelle ou poursuivre la critique des arguments révisionnistes ? Tel est l'enjeu du débat engagé depuis plusieurs mois au sein du peuple chinois.

L'article suivant est écrit par le Comité de Parti de l'Institut d'agronomie de Tchaoyang. En comparant avec de nombreux exemples la situation avant et après la Révolution Culturelle, cet article

est un document qui permet de mieux comprendre l'importance des débats actuels. En soulignant l'existence de «deux lignes dans l'enseignement», celle du retour en arrière et de la soumission aux idées bourgeoises, et celle de la direction du prolétariat, il montre le fondement commun aux questions débattues, l'axe autour duquel elles s'organisent : la lutte de classes, la lutte pour le pouvoir entre la bourgeoisie et la classe ouvrière.

équipes de production à exploiter les vergers si bien que le rendement des pommes a doublé. En même temps, les élèves ont fait un progrès sensible dans l'étude de leurs spécialités. Le déplacement des universités d'agriculture des villes à la campagne n'est pas une pure et simple modification de lieu, mais une réponse à cette question : qui sert-on, quelle voie suit-on et quelle ligne applique-t-on ? Si les instituts d'agronomie ne se trouvent pas à la campagne, il n'est pas question de servir le mouvement de «suivre l'exemple de Tatchai dans l'agriculture» et il est impossible de former des travailleurs cultivés, ayant une conscience socialiste.

d'un instrument de la dictature bourgeoise en un instrument de la dictature du prolétariat. Dès son apparition, il a rencontré une opposition têtue de la bourgeoisie et de la force de l'ancienne habitude. Selon leur logique, on n'a pas besoin d'ouvrir des écoles supérieures pour former les ouvriers et les paysans et ceux qui ont fait des études supérieures ne doivent pas devenir ouvriers et paysans. N'est-ce pas dire que l'écart entre le travail intellectuel et le travail manuel doit être à jamais respecté et que la culture et la science doivent être à jamais monopolisées par des privilégiés minoritaires ? Nous devons tirer les leçons de ce fait que l'Union Soviétique est devenue un pays révisionniste où bien des fils d'origine ouvrière ou paysanne ont, après des études supérieures, grimé aux hauts degrés de la hiérarchie, ont trahi la classe prolétarienne et sont devenus des éléments révisionnistes.

TOUT EN CRITIQUANT L'ANCIEN

d'édifier une campagne nouvelle socialiste. Ce n'est qu'en persistant dans le travail productif que les étudiants ouvriers-paysans-soldats peuvent conserver les bonnes qualités propres aux travailleurs.

Au point de vue du développement de la société, la rupture entre l'éducation et le travail productif, entre le travail intellectuel et le travail manuel et entre la théorie et la pratique est un phénomène de l'histoire. Cette séparation ne disparaîtra qu'avec l'élimination des classes. (...) Les anciennes écoles d'avant la grande révolution culturelle n'appliquaient pas ces enseignements. Elles prêchaient l'ineptie chère aux classes exploiteuses «des intellectuels dominent et les travailleurs sont dominés». Elles s'opposaient à la participation des étudiants au travail productif et détachaient les étudiants des ouvriers et des paysans, élargissant ainsi l'écart entre le travail intellectuel et le travail manuel et renforçant le droit bourgeois.

Des séjours au village

S'enfermant dans un grand établissement, l'ancien institut d'agronomie se détachait de la politique du prolétariat, des masses ouvrières et paysannes et du travail productif. Plus les élèves étudiaient, plus sots ils devenaient. A propos de cet ancien système d'enseignement, le président Mao indique de façon pénétrante : «La période de l'école primaire jusqu'à l'université s'étend sur 16 à 17 années. C'est-à-dire que pendant plus de 20 ans, on ignore ce que sont le riz, le sorgho, le soja, le blé, le millet ou le millet glutineux. On ne sait comment travaillent les ouvriers, comment cultivent les paysans et comment s'échangent les marchandises. Et de plus cela ruine la santé. Rien n'est plus désastreux pour les élèves». Pour mettre fin à cet empoisonnement aussi bien du talent que des jeunes, un nouveau système d'enseignement «monter et descendre» a été établi. «Monter» signifie que les étudiants entrent à l'institut ou au centre de recherche scientifique pour faire leurs études. «Descendre» signifie qu'ils retournent aux villages pour participer aux trois grands mouvements révolutionnaires. La durée du séjour dans les brigades de production et le nombre des retours varient selon la nécessité des différentes sections et classes.

généralisation des districts style Tatchai.

Ne pas développer la servilité

Les anciens établissements d'enseignement encourageaient les étudiants à se plonger dans l'étude livresque et à ne pas suivre les affaires de l'État. On organisait des examens comme si on faisait face à un ennemi. On pratiquait «la dignité sacro-sainte du maître», quant aux étudiants, ils se laissaient faire.

La direction de la classe ouvrière

Pendant les 17 ans qui ont précédé la Grande Révolution Culturelle, comme il n'y avait pas de gros contingent d'intellectuels prolétariens, les intellectuels bourgeois, supérieurs en nombre dans l'enseignement, y détenaient le monopole de toute activité scolaire. Du fait qu'on n'avait pas une idée très claire de cette importante question théorique - la dictature intégrale exercée par le prolétariat sur la bourgeoisie dans les domaines de la superstructure (1) - certains camarades envoyés par le parti et la classe ouvrière à l'école ont été soit évincés, soit sont devenus les porte-parole de la bourgeoisie. En un mot, l'école est devenue un apanage de la bourgeoisie qui exerçait sa dictature sur le prolétariat.

La grande révolution culturelle prolétarienne, déclenchée et dirigée par le président Mao en personne, a mis en pièces la domination de la ligne révisionniste contre révolutionnaire de Liou-Chao Chi en matière d'enseignement. En 1968, à la lumière de la directive du président Mao : «La classe ouvrière doit exercer sa direction en tout», la classe ouvrière et ses alliés les plus sûrs - les paysans d'origine pauvre et moyennement pauvre, en coopération avec des combattants de l'Armée Populaire de Libération de Chine - sont entrés à l'école. Mettant fin au monopole de la bourgeoisie, la classe ouvrière s'est assurée la direction dans l'enseignement. Ainsi s'est ouvert un nouveau chapitre de l'histoire de l'éducation prolétarienne. (...)

Le système d'enseignement ainsi que le principe et la méthode ont été soumis à une réforme radicale, un nouvel institut agricole, socialiste, a pris forme pour ainsi dire. La ferme direction exercée par la classe ouvrière et la participation directe des masses ouvrières et paysannes constituent la garantie fondamentale pour l'application résolue de la ligne prolétarienne du président Mao en matière d'enseignement. Les auteurs des arguments saugrenus sur le front de l'enseignement ont prétendu que les ouvriers ne comprenaient pas l'enseignement, qu'il «devait être dirigé par des professionnels passionnés de sciences». Ils visaient tout simplement à évincer la direction de la classe ouvrière et à restaurer la domination de la ligne révisionniste à l'école. La pratique a prouvé que la classe ouvrière comprend parfaitement comment transformer le vieux système d'enseignement selon l'image du prolétariat. La classe ouvrière

seule pourra mener jusqu'au bout la révolution prolétarienne dans l'enseignement. Dans cette place forte qu'est l'école, toute attaque portée contre la direction de la classe ouvrière est dirigée contre la dictature du prolétariat. Elle signifie la trahison vis-à-vis du prolétariat et la capitulation devant la bourgeoisie.

Écoles à la campagne



Etudiants aux champs : ce groupe de recherches de l'institut de Tchaoyang a obtenu un rendement record dans la culture de l'arachide.

Avant la grande révolution culturelle prolétarienne, tous les instituts d'agronomie se sont installés dans les villes au lieu de servir la révolution et la construction socialistes à la campagne. Les paysans ont alors déclaré avec indignation : «de tels instituts, on devrait plutôt fermer leur portes».

Une partie des étudiants et des enseignants de l'ancien institut d'agronomie de Chenyang sont venus en 1970, sous la conduite de l'équipe de propagande ouvrière, dans la vallée de Tchaoyang pour fonder l'institut d'agronomie socialiste. Leur acte révolutionnaire a été hautement apprécié par les paysans locaux.

Les enseignants et les étudiants se sont lancés aussitôt dans le mouvement pour s'inspirer de la brigade de production de Tatchai (2). Ils ont créé des écoles du soir pour la propagande du marxisme, du léninisme et de la pensée Mao-Tsé-Toung, et organisé des groupes d'expérimentation pour cultiver les champs avec des méthodes scientifiques, permettant ainsi un accroissement important de la production céréalière dans la brigade de production où ils s'étaient installés. Ils ont aidé encore les

aucune exception, ouvrent des écoles dans le but de fabriquer des fonctionnaires, l'ancien institut agricole qui préconisait la formation des «agronomes rouges» et des «éducateurs supérieurs», s'adonnait en effet à la même pratique : l'école était comme une serre où poussait une aristocratie spirituelle de la bourgeoisie. Le nouvel institut, le notre, qui a pour but de former des travailleurs cultivés et ayant une conscience socialiste doit rompre une fois pour toutes avec la vieille tradition pédagogique.

La «directive du 21 juillet» du président Mao dans laquelle il indique : «les étudiants doivent être choisis parmi les ouvriers et les paysans qui ont de l'expérience pratique ; après quelques années d'études, ils retourneront à la pratique de la production», est pour nous une puissante arme idéologique pour détruire la tradition pédagogique réactionnaire. (...)

De 1971 jusqu'ici, 340 diplômés de notre école sont revenus à la campagne. Ces paysans nouveaux ont rejeté la tradition plusieurs fois millénaire et ont concrétisé ce principe de la Commune de Paris qui exige que «l'arrivisme soit combattu par des actes, non par des paroles». Dynamiques, ils se tiennent à la pointe des trois mouvements révolutionnaires que sont la lutte de classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique et ont beaucoup contribué à la campagne pour imiter Tatchai dans l'agriculture. Les membres des communes populaires ont fait un vif éloge de ces étudiants, les appelant «nouveaux paysans socialistes» et «pionniers de la restriction du droit bourgeois».

Le principe «venir de la commune pour y retourner» marque entre autres une transformation radicale de l'école, celle

Venir de la commune pour y retourner

Toutes les classes exploiteuses, sans

La politique prolétarienne

L'ancien institut d'agronomie mettait l'accent sur une stricte division des spécialités et pratiquait avec zèle «la culture intellectuelle avant tout» de la bourgeoisie, devenant ainsi un instrument de la dictature bourgeoise.

Pour mettre fin à cette situation grave, nous élevons par la pratique le mot d'ordre : comme les autres, notre institut d'agronomie socialiste doit être un instrument de la dictature du prolétariat. Nos étudiants doivent comprendre la lutte des classes et la lutte entre les deux lignes, oser critiquer le révisionnisme et le capitalisme et lutter pour l'éducation du socialisme et la consolidation de la dictature du prolétariat. Ce n'est qu'ainsi que la connaissance scientifique acquise par les élèves pourra rester valable.

Depuis ces dernières années, conformément à cet enseignement du président Mao : «Dans les écoles, toute activité vise à transformer l'idéologie des élèves», nous renforçons le travail idéologique et politique, considérons l'étude des œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline et de celles du président Mao comme le cours indispensable, prenons une part active aux divers mouvements politiques en nous basant sur la participation à la production et le mouvement de «prendre exemple sur Tatchai dans l'agriculture» (...)

Mi-étude, mi-travail

Dans l'ancien institut d'agronomie d'avant la Grande Révolution Culturelle n'avait l'enseignement se détachait de la production, le travail intellectuel du travail manuel et la théorie de la pratique. C'est la «régularisation» - étude en quatre murs - qui y était appliquée. Le nouvel institut d'agronomie poursuit le principe du parti en matière d'enseignement, combinant l'éducation avec le travail productif, le travail intellectuel avec le travail manuel et la théorie avec la pratique. Il maintient sans défaillance le système mi-travail, mi-étude.

Depuis plusieurs années, nous introduisons le travail productif dans le plan d'enseignement. Les étudiants doivent étudier et les enseignants enseigner tout en travaillant dans la production, ce qui fait du travail manuel le fondement même de la vie scolaire. Les enseignants et étudiants comptent sur leurs propres forces et travaillent dur. (...) Ils ont lutté pour se suffire progressivement en céréales, légumes, huile et viandes. Le système mi-travail, mi-étude permet aux étudiants de créer des richesses matérielles pour l'État et d'élever la capacité

Étudier, rechercher, produire

L'ancien institut centrait son enseignement sur les enseignants, le manuel et la salle de classe et le basait sur «les trois cours» (la théorie fondamentale, la théorie fondamentale de spécialité et le cours spécialisé). Notre nouvel institut d'agronomie doit appliquer un nouveau système de triple union associant l'enseignement, la recherche scientifique et



Grands travaux d'aménagement hydraulique : les étudiants de Tchaoyang y participent.

la production pour former les paysans de type nouveau, c'est-à-dire des travailleurs cultivés, ayant une conscience socialiste.

Le grand dirigeant Lénine a indiqué : «C'est qu'on ne saurait se représenter dans l'avenir une société idéale où l'instruction ne serait pas associée au travail productif de la jeune génération ; l'instruction et l'éducation ne pourraient, sans le travail productif, atteindre le niveau exigé par le développement de la technique et l'état des connaissances sans une instruction et une éducation parallèles appropriées».

Ces dernières années, (...) les sujets de recherche scientifique ont été fixés selon les besoins de la production, et le contenu de l'enseignement selon les besoins de la production et les sujets de recherche scientifique choisis. Par ce moyen, les étudiants ont non seulement acquis des connaissances scientifiques, et élevé leur capacité d'analyser et de résoudre les problèmes, mais aussi ils ont enrichi et développé la science.

Une école ouverte aux masses

Avant la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, mettant à la porte les enfants des ouvriers et des paysans, cet institut se passionnait à édifier sa «tour d'ivoire». Il s'agit là de la continuation du diktat culturel que les propriétaires fonciers et les bourgeois exerçaient sur le peuple.

Depuis la Révolution Culturelle, à la lumière de la ligne révolutionnaire du président Mao, nos efforts concourent à la transformation de cet état pour que les masses aient la bonne chance de fréquenter l'école (...). A partir de 1973, sept nouveaux centres d'enseignement se sont ajoutés dans divers districts. Notre but est d'établir des écoles à proximité des foyers des paysans, ceci pour faciliter la fréquentation de l'école par les paysans et satisfaire dans la plus grande mesure possible les besoins de la région Tchaoyang. Les paysans de toute la région sont tous notre professeur et à la fois l'objet de notre service. Ces dernières années, nous avons formé au total 15 000 militants dans le mouvement pour s'inspirer de l'expérience de Tatchai en recourant à diverses formes telles que l'équipe d'expérimentation scientifique, l'université des paysans en dehors des heures du travail, le stage de formation accélérée, le centre d'enseignement itinérant, etc... Tous nos efforts sont non négligeables dans la



Dans une classe de l'institut de Tchaoyang : un paysan expérimenté donne un cours de riziculture.

A l'heure actuelle, les étudiants ouvriers-paysans-soldats constituent une force vive pour la révolution dans l'enseignement. Ils entrent à l'université, l'administrent et la transforment en se servant du marxisme, du léninisme, de la pensée-Mao Tsé Toung (...)

Sous la direction du comité du parti de l'institut, les étudiants ouvriers-paysans-soldats ripostent à différents courants idéologiques faux et défendent la ligne révolutionnaire du président Mao en matière d'enseignement, prenant toujours une position nette dans la lutte pour la création de l'université agricole socialiste. Ils rompent vaillamment avec toutes les conceptions traditionnelles de la classe exploiteuse et prennent la décision de devenir une génération d'hommes nouveaux, cultivés, ayant une conscience socialiste. Ils étudient assidument, escaladent vaillamment la cime et jouent un rôle actif, avec les professeurs, dans l'enseignement, la recherche scientifique et la production et se font maîtres de l'école dans tous les domaines.

La pratique de la lutte qui se déroule depuis ces dernières années a prouvé qu'à l'aide de la force importante que sont les étudiants ouvriers-paysans-soldats dans la révolution de l'enseignement, peut se consolider et se renforcer le pouvoir de la classe ouvrière à la direction de l'enseignement.

Un corps d'enseignants prolétariens

Le président Mao a dit : «Le problème essentiel dans la réforme de l'enseignement est celui des enseignants». Mettant les ouvriers et paysans à l'écart de la chaire universitaire, l'ancien institut d'agronomie n'orientait pas dans la voie de l'intégration aux ouvriers et paysans, le corps d'enseignants d'origine (c'est-à-dire ceux qui viennent de l'ancienne société ou qui ont été formés avant la

Révolution Culturelle) dont la conception du monde est pour l'essentiel bourgeoise. Un corps d'enseignants comme celui-là ne pouvait que former l'aristocratie spirituelle de la bourgeoisie, mais non former les successeurs de la cause révolutionnaire du prolétariat. Faisant de l'école un instrument de la dictature du prolétariat, nous devons établir un corps d'enseignants du prolétariat. Pour arriver à ce but, depuis ces dernières années, nous adoptons de multiples formes : mobiliser les étudiants dans les communes populaires et les brigades de production d'avant-garde et dans les unités de l'Armée Populaire de Libération pour qu'ils se mettent à leur école ; inviter des ouvriers et paysans comme professeurs à plein temps ou à temps partiel et choisir parmi les diplômés les enseignants d'un type nouveau

qui touchent des points de travail comme paysans. Animés d'un profond sentiment prolétarien, ceux-ci donnent de façon vivante des cours faciles à comprendre et bien accueillis par les étudiants. Quant aux enseignants d'origine, nous les orientons et les encourageons dans la voie d'intégration aux ouvriers-paysans-soldats et mettons en œuvre leur enthousiasme pour le socialisme conformément à la politique du parti concernant les intellectuels : unir, éduquer et refondre (...)

Kong-Ki-Tao, vieux professeur, a connu un regain de jeunesse en s'intégrant aux paysans. Il se livre activement avec ceux-ci à la culture des nouvelles semences de sorgho. Une fois, il a parcouru à pied un vingtain de kilomètres de routes montagneuses et traversé la profonde rivière Tling, emportant du papier parchemin, pour aller sans tarder à l'endroit où il avait fait des expérimentations et préparer des sacs de sorgho dans ses champs de culture des espèces. Il a dit : «Dans le passé, j'ai suivi une voie erronée. Aujourd'hui, à la lumière de la ligne révolutionnaire du président Mao, je vais faire mon possible pour contribuer au bien-être du peuple».

L'article conclut : les succès que nous avons obtenus pendant six ans dans la révolution de l'enseignement ont été dus à l'application de la ligne révolutionnaire du président Mao en matière d'enseignement et à la critique de la ligne révisionniste de l'enseignement régnant pendant 17 ans. Le mot d'ordre : «travaillons en faisant front à la ligne révisionniste de l'enseignement qui régnait pendant 17 ans» témoigne que les enseignants et les étudiants révolutionnaires se déterminent à rompre radicalement avec l'ancien système d'enseignement. Nous devons mener jusqu'au bout la révolution dans l'enseignement à la lumière de la ligne révolutionnaire du président Mao !

(Cahiers de la Chine Nouvelle 18/2/76)

(Les intertitres sont de notre rédaction)

(1) C'est dans le cadre de la critique des idées de Lin Piao et Confucius qu'a été définie par le Parti Communiste Chinois «la dictature intégrale sur la bourgeoisie». Son but est d'arracher à la bourgeoisie toutes les positions qu'elle détient encore, par l'influence de ses idées, de ses habitudes transmises par des siècles d'oppression. Renaissant continuellement sur la base de la petite production, l'influence bourgeoise se concentre surtout au niveau des idées (dans la culture, dans l'art, dans l'enseignement...) et des relations sociales (entre les paysans et les ouvriers, les travailleurs manuels et intellectuels...)

(2) A Tatchai, les paysans, sous l'impulsion du Parti Communiste, ont défriché les terres réputées incultes, les ont enrichies de «bonne terre», ont, par un travail acharné, créé un réseau d'irrigation ; leur région, victime des sécheresses avant la Révolution Culturelle est ainsi devenue une région d'avant-garde dans l'agriculture. Victoire sur les difficultés naturelles, Tatchai est aussi une victoire sur le défaitisme et la passivité répandus par le révisionnisme, symbole qu'en «osant lutter», le peuple peut tout transformer.

LA VIE DU JOURNAL

À PARTIR D'AUJOURD'HUI 12 PAGES QUOTIDIEN

A partir de cette semaine, «Le Quotidien du Peuple» paraîtra régulièrement chaque jour sur douze pages. C'est un objectif pour lequel vous vous êtes mobilisés, en souscrivant, en écrivant au journal pour réclamer la publication de telle ou telle rubrique ou l'ouverture sur certains sujets, en faisant connaître le «Quotidien du Peuple» autour de vous... C'est une victoire qui est la vôtre.

Ainsi, progressivement, votre quotidien, qui ne paraissait que cinq jours sur sept au début, qui ne comptait que huit pages, puis douze seulement le samedi, peut en venir à paraître régulièrement sur douze pages tous les jours. Cette progression, fruit de votre mobilisation, ne doit pas s'arrêter là : le passage aux douze pages quotidiennes doit traduire une amélioration nette de votre journal (plus de reportages, plus approfondir les sujets, mieux rendre compte de la vie quotidienne des masses, rendre compte des problèmes spécifiques des gens, des femmes...) une diffusion supérieure... Cela n'est possible que si vous, travailleurs qui lisez le journal, prenez en charge son amélioration et lui trouvez de nouveaux lecteurs. Correspondez régulièrement avec la rédaction, pour réclamer des articles, proposez vos vôtres ; réclamez l'ouverture de nouveaux fronts jusqu'à présent délaissés en apportant vos suggestions ; rendez votre journal mieux capable de débattre, en reflétant dans vos lettres ce débat permanent qui existe à l'usine et dans le quartier.

**FAIRE DE NOTRE QUOTIDIEN UNE ARME ACÉRÉE
DONT NOUS AVONS BESOIN
POUR MENER LA LUTTE TOUS LES JOURS,
C'EST L'AFFAIRE DE TOUS !**

PARMI VOS LETTRES

**POUR UN DÉBAT ENTRE LES ENSEIGNANTS
RÉVOLUTIONNAIRES ET LE PEUPLE...**

Quelle est la place des enseignants dans la société d'aujourd'hui ? Il faut commencer par en faire l'analyse :

- De nombreux instituteurs sont passés par le moule des écoles normales, véritables ghettos où on nous apprend l'amour de notre beau métier d'éducateur, sans aucun contact avec la classe ouvrière.

- L'existence de syndicats corporatistes dans la FEN, dirigés par le PS et le PC ; la CFDT (SGEN) a une très faible importance numérique, malgré une influence plus grande. Et même pour les syndiqués CFDT ou CGT (dans le technique uniquement) les liens syndicaux avec la classe ouvrière s'ils sont réels sur le papier, sont plus rares dans les faits.

- caractère de notable de l'instituteur : l'enseignant a une haute considération de lui-même ; de plus, il croit être son propre juge, il est le maître dans sa classe, sauf en cas de passage de l'inspecteur. Pas question de contrôle des travailleurs sur l'école ; de nombreux enseignants le déclarent : l'ennemi, ce sont les parents d'élèves. Alors, pour les amadouer, on les invite à des spectacles où les enfants évoluent sur une scène : les parents ont le droit d'applaudir et de verser de l'argent pour l'école (achat du programme).

- l'isolement : de nombreux instituteurs tiennent des classes uniques et habitent dans l'école ; il y a une caisse de Sécurité Sociale à part (MGEN), une assurance différente (MAIF), une association sportive différente (USFEN), et même une banque (CASDEN).

Cependant, un peu partout en France, des enseignants prennent conscience que ce n'est pas l'école qui peut améliorer la société (comme dit le PC : «Donnez-nous du matériel et tous les fils d'ouvriers iront à l'université»), mais bien un changement radical de société qui est le facteur décisif pour une éducation au service des travailleurs et contrôlée par les travailleurs.

Voilà un début d'analyse, il manque encore beaucoup d'éléments ; si tous les lecteurs du Quotidien du Peuple qui sont intéressés par cette question écrivent au journal, un véritable débat pourra enfin s'instaurer entre les enseignants révolutionnaires et le reste du peuple : le 12 pages sera alors trop petit.

COMMUNIQUÉS

**LES OBJECTIFS DE NOTRE GRÈVE DE LA FAIM ONT ÉTÉ
ATTEINTS**

Union Générale des Etudiants de Tunisie
(Comité de Section provisoire de Lyon)

- Briser le mur du silence sur les luttes de notre peuple
- Informer l'opinion française et internationale sur la situation de notre union syndicale l'UGET
- Prouver notre solidarité réelle à nos camarades en lutte en Tunisie
- Dénoncer la répression farouche qui s'abat sur notre peuple
- Déjouer les manœuvres intentées contre notre union syndicale.

La dernière attaque des CRS contre nos camarades grévistes de la faim à Paris, le jeudi 12/2/76 est un meilleur exemple de la collusion de la police tunisienne et française.

Nous dénonçons vivement cette intervention. Exigeons la libération immédiate et inconditionnelle de tous nos camarades.

Notre lutte ne fait que commencer. Des camarades à Paris sont menacés d'expulsion pour leurs opinions anti-impérialistes.

Nous nous considérons mobilisés pour les défendre et pour dénoncer l'étroite collaboration des deux polices française et tunisienne.

POING LEVÉ AU CONGRÈS DU P«C»F

Dans le n° 106 du 9 février 1976, nous avons été très étonnés par l'article, «un incident bien curieux». Ce qui suscite de notre part les réflexions suivantes :

- Y a-t-il eu un lien direct entre le fait que l'orateur immigré se soit effondré et les 307 poings levés des travailleurs immigrés, ou est-ce le journal qui nous laisse croire à une telle liaison ?

- Il nous paraît inconcevable à part erreur de leur part et ça, l'expérience nous l'a montré, que les élus locaux et le PCF ne soient capables de trouver une délégation et même mieux un orateur entièrement sous sa domination.

F.A. Toulouse



«L'incident» relaté dans le Quotidien du Peuple n° 106 et que tu rappelles, s'est effectivement déroulé comme l'a retracé notre correspondant. A notre avis, il n'y a pas de lien direct entre la malaise de l'orateur et, les réactions de la salle à la fin du discours. Ce qui est significatif, c'est que justement toute la presse ait fait le silence sur les poings levés de ces travailleurs

en plein milieu d'un congrès où Marchais venait d'appeler les militants du P«C»F à renoncer à ce symbole de plusieurs générations de prolétaires, pour mieux tendre la main aux cadres, aux ingénieurs, aux moyens bourgeois... Le P«C»F a trié sur le volet les délégations auxquelles il a donné la parole, cet «incident» montre pourtant que des travailleurs, même sous l'influence

du P«C»F, ne sont pas prêts à reprendre à leur compte ce reniement. Sans surestimer ce fait, il est tout de même symbolique des contradictions qui existent et ne pourrait que se développer entre la ligne de Marchais et les masses, et au sein même du P«C»F. C'est simplement ce que la photo publiée et le commentaire qui l'accompagnait, voulait souligner.

VIE QUOTIDIENNE

A PROPOS DE L'ABSENTEÏSME

Voilà quelques réflexions à propos de l'absentéisme.

Peut-on s'absenter quand on est horaire ? quand on est au SMIG ? 8 jours d'absence, c'est 30.000 francs de moins sur la paye. Ce n'est pas les 11.000 francs de remboursement Sécurité Sociale qui peuvent compenser. Parce qu'on ne peut pas faire autrement, il y a beaucoup d'ouvriers qui ne se reposent pas quand ils sont malades. Ce n'est pas étonnant si on ne peut pas profiter de la retraite parce qu'on est mort avant !

Je connais une fille qui travaille dans une banque depuis 2 ans. Maintenant :

- elle porte des lunettes
- elle a mal au dos
- elle est maigre comme un clou.

Dernière nouvelle : elle se bourre de calmants pour tenir le coup. Ses mains tremblent (à 21 ans) ! Et bien, elle ne peut pas s'arrêter parce que son patron l'empêcherait de prendre ses vacances comme elle veut au moyen d'une «note de service». C'est déjà arrivé.

Dans un hôpital, il manque de dames de service. Et bien, ces travailleuses sont bourrées de remords quand elle tombent malades car, c'est plus de travail pour les collègues et au détriment des malades. Je ne connais pas un seul travailleur qui abuse des congés maladie, car la Sécurité Sociale, c'est nous qui la payons.

Lorsque je lis qu'il y a des patrons qui ne payent pas (ou en retard) leurs cotisations, qu'ils ont des entreprises comme SECUREX, etc..., alors j'enrage de voir qu'il nous accusent «d'absentéisme». S'ils nous accusent d'absentéisme, c'est sûrement pour nous mettre le déficit de la Sécurité Sociale sur le dos !

*Les ouvriers, maintenant, se meurent plus de faim, mais ils ne sont pas en bonne santé, ils meurent d'accident du travail ou de maladies, ils n'arrivent même pas à la retraite ! Il faut lutter pour avoir droit de vivre et de se reposer. Il faut faire disparaître ces patrons et tous ces exploitateurs. Vive la dictature du prolétariat ! Vive le Quotidien !
Salutations communistes.*

SEMAINE ANTI-IMPÉRIALISTE À LA CITÉ INTERNATIONALE
(boulevard Jourdan)

Organisée autour de la date du 21 février, la semaine anti-impérialiste de la Cité Universitaire a débuté le samedi 21 par un meeting rassemblant les organisations des pays du Moyen-Orient et de la Méditerranée.

Le calendrier de meetings est ainsi organisé pour la semaine qui vient :

23 février : UNECAS (Djibouti)
OESA (Somalie)
ASEC (Comores)
AEOM (Madaqascar)
UEEF (Ethiopie)
EFLE (Erythrie)

Maison Franco-britannique : 20 H

25 février : AGEG (Guadeloupe)
AGEM (Martinique)

F.P. (Chili)
CPU (Uruguay)

Maison d'Italie : 20 H

26 février : FEANF
UGESARIO (Sahara)

Maison du Brésil : 20 H

La semaine se terminera avec une journée culturelle le 28 février à partir de 14 H à la Maison d'Italie.

Devenez correspondant du
Quotidien du Peuple
en téléphonant :

208-65-61 - PARIS
DE 8 H 30 A 13 H

JE M'ABONNE

250 F	1 AN
150 F	6 MOIS
80 F	3 MOIS
30 F	1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 947

BLOC-NOTES

SUR LES

CONTRATS A DURÉE LIMITÉE

Les luttes se multiplient contre les contrats à durée limitée, comme à Thermor Orléans par exemple. Par ailleurs, les patrons essaient, au maximum d'utiliser ce type de contrats, notamment dans la vente par correspondance, pour adapter leurs effectifs au volume des commandes et faire payer la crise à la classe ouvrière. Il est bon de savoir quels sont les droits des travailleurs sous contrat à durée limitée.

LES DROITS DES TRAVAILLEURS SOUS CONTRAT A DURÉE LIMITÉE

Le travailleur sous contrat à durée déterminée (c'est le terme juridique) a bien entendu les mêmes droits que les autres travailleurs dans son travail. La différence se situe

au moment de la fin du contrat. En principe, le contrat prend fin à un jour prévu dans le texte, sans indemnité ni préavis. Mais il faut savoir que souvent la convention collective prévoit un délai de préavis. L'arbitraire patronal n'est cependant pas total. Des tribunaux ont déjà estimé que *le fait de ne pas renouveler le contrat peut être abusif s'il s'agit en fait de réprimer l'activité syndicale des travailleurs. Pour les représentants du personnel et les délégués syndicaux*, la loi du 13 novembre 1969 prévoit que le refus de renouveler le contrat doit s'appuyer sur un motif sérieux et légitime. Il faut dans ce cas respecter la procédure de licenciement.

En principe, le travailleur sous contrat à durée déterminée ne peut être licencié

avant la fin de son contrat, de même il ne peut pas abandonner son travail. Cependant, les tribunaux admettent la rupture du contrat avant sa fin en cas de faute grave, par exemple le travailleur peut quitter l'entreprise si son patron s'obstine à ne pas lui verser son salaire. Mais la situation n'est pas égale. Un ouvrier hésitera à quitter une place, et c'est la plupart du temps le patron qui licencie l'ouvrier pour «faute grave». Il faut alors aller devant le tribunal qui décidera si la faute est vraiment grave. Si elle ne l'est pas à ses yeux, il condamnera l'employeur pour «brusque rupture», il attribuera alors à l'ouvrier des dommages et intérêts. Souvent, c'est le total de ce qu'il aurait perçu du jour de la rupture jusqu'à la fin du contrat.



Dimanche soir sur TFI "LA SCOUMOUNE" de J. Giovanni

UN «BORSALINO» AUX PETITS PIEDS

José Giovanni, l'auteur du film présenté hier soir par TFI est un des tchèrons du cinéma policier français. Auteur de romans policiers, puis scénariste, il décida de passer à la mise en scène, en constatant que les films tirés de ses œuvres marchaient plutôt bien. Le résultat est très inégal. Quelques rares réussites (notamment «la loi du survivant») côtoient des films très médiocres. C'est dans cette deuxième catégorie que l'on peut sans hésitation ranger la Scoumoune.

Le film reprend un thème complètement éculé du cinéma policier : les aventures d'un gangster au grand cœur qui cherche à venger un ami et à éliminer les concurrents dangereux. Pour satisfaire à la mode rétro, le tout est censé se passer à Marseille et à Pigalle, dans les années 1930-1940, ce qui donne au film l'air d'un «Borsalino» au petit pied. C'est d'ailleurs un des procédés habituels du cinéma «grand public» : reprendre les éléments d'un film qui a eu du succès, en espérant que la formule marchera une deuxième fois.

Quant aux gangsters que nous présente le film ils sont admirables ! Tous loyaux, honnêtes, dévoués, ils se feraient couper en petits morceaux pour leurs amis ! Tous... ou presque, car il y a bien sûr une petite poignée de traîtres qui seront impitoyablement éliminés. Bref, rien à voir avec le véritable gangsterisme...

Enfin, pour compenser la faiblesse et l'incohérence de

son scénario J. Giovanni a confié les rôles principaux à une brochette de vedettes : C. Cardinale, l'égérie de tout ce beau monde, M. Constantin, l'ami fidèle, et, enfin et surtout, J.p. Belmondo, omniprésent, bondissant, acrobatique, révolvers aux poings et écharpe blanche autour du cou, qui réédite pour la 100^e fois son personnage de

truand «sympathique et gouaillieur». Manifestement, tout cela ne suffit pas à sauver un film auquel personne ne croit, et, dès que les coups de revolver s'arrêtent, l'histoire a une fâcheuse tendance à traîner en longueur. Une bien ennuyeuse soirée.

Jean-Pierre BOULOGNE

Programme

LUNDI 23 FÉVRIER	MARDI 24 FÉVRIER
TF 1	TF 1
18 h 45 - POUR LES JEUNES	19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES	19 h 40 - UNE MINUTE pour LES FEMMES
19 h 40 - UNE MINUTE pour LES FEMMES	19 h 45 - ALORS RACONTE
19 h 45 - ALORS RACONTE	20 h 00 - JOURNAL
20 h 00 - JOURNAL	20 h 30 - GALA DU MIDEM
20 h 30 - L'avenir du futur LA FORET INTER-DITE NICH. Rav 58 débat	21 h 25 - LES ARCHITECTES DU NOUVEAU MONDE
22 h 05 - JOURNAL	22 h 25 - DEVIVE VOIX
23 h 05 - JOURNAL	23 h 25 - JOURNAL
A 2	A 2
18 h 30 - JOURNAL	18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - PALMARES DES ENFANTS	18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES	18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES	19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC	19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL	20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA TÊTE ET LES JAMBES	20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ECRAN: L'Habit vert et DEBAT
21 h 45 - LA MALEPAROLE	23 h 15 - JOURNAL
22 h 45 - JOURNAL	
FR 3	FR 3
19 h 00 - POUR LES JEUNES	19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES	19 h 40 - TRIBUNE LIBRE la CFTC
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE	19 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 55 - FLASH JOURNAL	20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZEUX
20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX	20 h 30 - LES GRIFFES DU LION angl. 1972
20 h 30 - En cas de malheur (Autan-Lara 1958)	22 h 30 - JOURNAL
22 h 10 - JOURNAL	

feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

Résumé

Après avoir franchi le Yang-tzé et le Ta-Tou, l'Armée Rouge doit vaincre un nouvel obstacle : les Grandes Montagnes neigeuses. Il faut construire la route. Beaucoup meurent de froid. Enfin, au Nord-Ouest du Ssetch'oan, l'Armée Rouge s'arrête pour un long repos.

25^e Episode

PREMIER BILAN

ORGANISATION DES PARTISANS

Les 1^{er}, 3^e, 5^e, 8^e et 9^e corps d'armée qui, neuf mois auparavant, avaient commencé le voyage au Kiangsi avec quelques 90 000 hommes armés, n'en réunissaient plus que 45 000. Tout ce qui manquait n'était pas perdu, égaré ou fait prisonnier. Derrière elle, au Hounan, au Koeitchow et au Yunnan, l'Armée Rouge avait, en vertu de sa tactique défensive, laissé des éléments de troupes régulières pour organiser des groupes de partisans parmi les paysans et susciter des désordres et des actions de diversion sur le flanc de l'ennemi. Des centaines de fusils pris à l'ennemi avaient été distribués le long de la route, et dans un large rayon, du Kiangsi au Ssetch'oan, se créaient de nouvelles zones de conflit pour Nankin. Ho Long (1) maintenait toujours son petit territoire soviétique au Hounan septentrional et y avait été rejoint par l'armée de Hsiao K'o. Les nombreux détachements nouvellement formés se mirent lentement en marche vers cette région. Nankin ne put déloger Ho Long avant une année entière, et ce ne fut qu'après qu'il eut reçu du quartier général de l'Armée Rouge l'ordre de se rendre au Ssetch'oan, opération qu'il accomplit en passant par le Tibet en dépit d'incroyables obstacles.

CONFISCATIONS ET DISTRIBUTIONS

Le grand voyage des Rouges du Kiangsi leur avait jusque là fourni ample matière à réflexion. Ils s'étaient fait beaucoup de nouveaux amis - et aussi beaucoup d'ennemis acharnés. Ils s'étaient ravitaillés en route, en «confisquant» les ressources des riches - propriétaires, fonctionnaires, bureaucrates et grandes familles. Quant aux pauvres, ils les avaient protégés. Les saisies s'effectuaient rigoureusement selon les dispositions des lois soviétiques, et seul le Service des confiscations de la Commission des Finances avait qualité pour répartir les articles confisqués. Il administrait les ressources de l'armée, était informé par radio de toutes les confiscations opérées et assignait leurs parts à toutes les sections de la colonne en marche, qui formait souvent un serpent continu de cinquante milles ou plus ondulant à travers les collines.

Il y avait de gros «excédents», c'est-à-dire plus que les Rouges ne pouvaient transporter, et ils étaient distribués aux pauvres des alentours. Au Yunnan, les Rouges saisirent des milliers de jambons chez les riches préparateurs de salaisons, et les paysans vinrent de plusieurs milles à la ronde pour recevoir gratis leur portion - un aspect nouveau de l'histoire de l'industrie du jambon. On distribua de même des tonnes de sel. Au Koeitchow furent saisis de nombreux élevages de canards chez des propriétaires et des fonctionnaires, et les Rouges mangèrent du canard jusqu'à en être «complètement dégoûtés» aux dires de l'un d'eux. Du Kiangsi, ils avaient emporté de grosses quantités de billets de banque de Nankin, ainsi que des yuan d'argent et des lingots de leur banque d'Etat, et dans les districts pauvres où ils passaient, ils utilisaient cet argent, en payant pour ce

dont ils avaient besoin. Ils détruisirent les actes de propriété, abolirent les taxes et armèrent les paysans pauvres.

«M. SOVIET»

Les communistes me dirent que, mises à part leurs expériences dans le Ssetch'oan occidental, ils avaient été partout bien accueillis par la masse paysanne. Leur réputation se propageait devant eux, et bien souvent les paysans opprimés leur envoyaient des représentants qui venaient les exhorter à faire un détour pour «libérer» leur district. Ces paysans n'avaient évidemment qu'une faible idée du programme politique de l'Armée Rouge : ils savaient seulement que c'était «une armée des pauvres». Cela suffisait. Mao Tsé Toung me raconta en riant la visite d'une telle délégation venue souhaiter la bienvenue à «Sou Wei-ai Hsien-Cheng» - M. Soviet (2) ! Ces rustauds n'étaient pas plus ignorants, toutefois qu'un militaire du Foukien s'appelant Lou Hsing-Pong qui fit placarder dans son fief un avis offrant une récompense pour la «capture mort ou vif, du nommé Sou Wei-ai». Lou annonçait que cet individu causait partout beaucoup de dégâts et qu'il devait être abattu.

(à suivre)

(1) Ancien «chef de bande», puis chef militaire au Koumintang, Ho Long rallia le PCC en 1927.

(2) Sou est un nom de famille très répandu, et Wei-ai peut passer pour un prénom.

INTERNATIONAL

**le quotidien
du peuple**

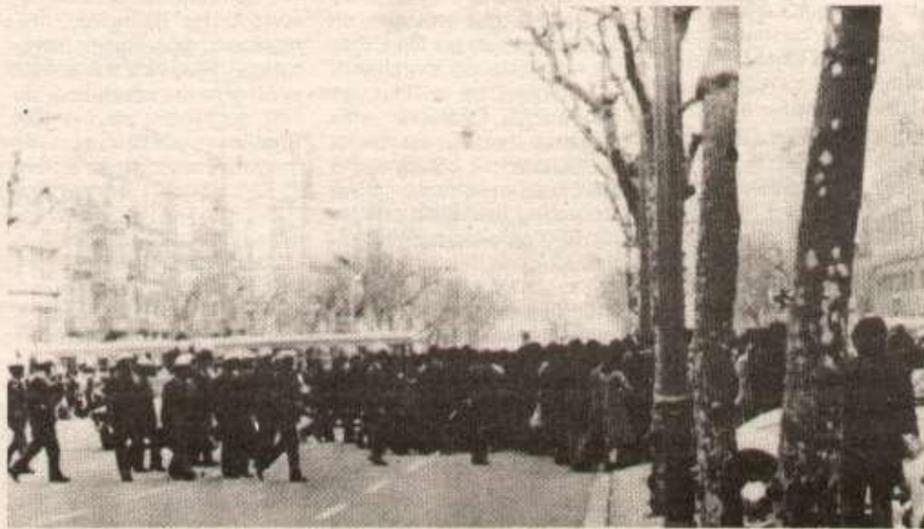
CATALOGNE

VOYAGE PITEUX DE JUAN CARLOS

De Madrid et de Barcelone.

C'est hier que s'est achevée la visite de Juan Carlos en Catalogne. Ce voyage, annoncé à grands renforts de publicité, n'aura débouché sur aucune mesure réelle prenant en considération la spécificité historique de la Catalogne : seule une autonomie administrative est envisagée à long terme, et le catalan pourrait être enseigné.

Le voyage de Juan Carlos n'a pas empêché les masses catalanes de poursuivre à Barcelone leur combat pour l'amnistie et leur grève pour l'amélioration du pouvoir d'achat. Si les pompiers et les policiers ont dû cesser leur grève après avoir été réquisitionnés, les autres secteurs en lutte poursuivent leur mouvement. Le plus important mouvement touche le bâtiment, dont plus de 100.000 travailleurs sont en grève, pour l'augmentation des salaires, l'amnistie, les libertés syndicales et des mesures contre le chômage qui les frappe. Dans le même temps les négociations pour la nouvelle convention collective ont été suspendues à l'usine Saet et les ouvriers devaient décider samedi après-midi des formes de luttes à adopter. Quant à la grève des municipaux, elle se poursuit : c'est maintenant la police, réquisitionnée depuis mercredi, qui conduit les autobus en grève. Un



des objectifs de la lutte est d'obtenir la démission du maire franquiste Viola.

D'autres luttes se poursuivent en Espagne. Après l'attaque de l'Université de Madrid le 18 février dernier, un des agresseurs a été identifié ; c'est le fils d'un conseiller national de la Phalange.

13.000 mineurs d'Asturies ont de nouveau été sanctionnés par la direction après avoir refusé de reprendre le travail tant que les 120 licenciements prévus ne seront pas annulés et libérés les 6 mineurs détenus.

A Valence, vendredi et samedi plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés pour protester contre les 3000 licenciements prévus dans le textile, principale industrie de la région.

Conférence Nord-Sud FIN DE LA PREMIERE SESSION

Vendredi 20, les quatre commissions de la Conférence sur la Coopération économique internationale ont mis fin, à Paris, aux travaux de leur première session. L'essentiel des débats a porté sur la fixation des sujets à aborder et du calendrier de leur étude.

Les quatre commissions (Energie, Finances, Développement et matières premières) se réuniront de nouveau les 17-27 mars, 21-28 avril, 8-15 juin et 12-17 juillet prochain.

La Commission sur l'Energie a vu les pays industrialisés proposer d'aborder le problème de la «compétitivité des diverses sources d'énergie», c'est-à-dire le problème du prix du pétrole fixé par les pays de l'OPEP : les pays industrialisés ne semblent, en effet, pas avoir perdu l'espoir d'obliger l'OPEP à baisser ses prix. Dans le même temps, les pays du Tiers-Monde soulignent le caractère «spécifique» du pétrole (source énergétique épuisable) et réclament la protection de leur pouvoir d'achat. Ce dernier est menacé par les décisions unilatérales prises par les grandes puissances industrialisées concernant leurs monnaies, qui dominent le marché international des changes.

La Commission des Finances abordera le problème des dettes contractées par les pays du Tiers-Monde à l'égard des puissances industrialisées. Ces dernières veulent, en effet, faire payer aux pays du Tiers-Monde plus qu'ils ne leur doivent. Les pays en voie de développement veulent lier le problème de leurs dettes à celui de la défense de leur pouvoir d'achat et du maintien du prix des produits qu'ils exportent.

Camille NOËL

LIBAN

LA TENSION MONTE

La tension remonte progressivement ces dernières heures au Liban, où la coalition des «partis de gauche» a décidé de ne pas participer au gouvernement d'union nationale proposé par Rachid Karamé, actuel premier ministre. Plusieurs enlèvements, signes avant-coureurs des dernières périodes de combats, ont eu lieu ces derniers jours. Et hier, dans la journée, des coups de feu étaient tirés dans le centre de Beyrouth, où les magasins fermaient rapidement leurs portes. Cependant, il paraîtrait que les milices progressistes et patriotiques auraient redistribué les armes à leurs militants dans certains quartiers de la ville. Ces événements surviennent après la déclaration du dirigeant de l'organisation fasciste «les gardiens du cèdre» : il s'opposait à la fois à l'accord récent de cessez-le-feu, car il considère pour sa part que «le Liban n'est pas arabe», et aux accords du Caire de 1966, qui définissaient les possibilités d'action de la Résistance Palestinienne en territoire libanais. A ce sujet, le chef des «gardiens du cèdre» avait déclaré : «la lutte ne cessera que lorsque tous les palestiniens auront quitté le Liban».

PORTUGAL

15 000 dans la rue :

"Libérez OTELO !"

le 22 février
de notre correspondant

Vendredi dernier, se déroulait à Lisbonne la plus grande manifestation depuis le 25 novembre, pour réclamer la libération d'Otelo de Carvalho et de tous les militaires anti-fascistes emprisonnés. Les Comités pour la libération des anti-fascistes et révolutionnaires emprisonnés, auxquels participent les organisations d'extrême gauche, avaient convoqué cette manifestation il y a une quinzaine de jours. Une semaine plus tard, les syndicats contrôlés par le P«C»P appelaient les travailleurs à un meeting contre le blocage des salaires, le même jour à la même heure. Mais devant les réactions des travailleurs, qui parlaient de division, le jeudi soir, les syndicats annonçaient le report du meeting à une date ultérieure.

Cette décision reflète bien les difficultés que commence à rencontrer le parti révisionniste parmi les travailleurs, et

jusque dans sa base ouvrière, du fait de son orientation actuelle : alliance avec le parti socialiste, perçu par les masses comme le responsable de la hausse des prix, et dénonciation de plus en plus dure des «gauchistes aventuristes».

La manifestation de 15 000 personnes s'est terminée devant le palais Sao Bento, siège de la constituante, où un message des militaires emprisonnés a été lu. Des centaines de panneaux, portant le portrait d'Otelo de Carvalho, ont été déposés sous le nez des policiers de la Garde Nationale Républicaine. A côté des forces de police, on a beaucoup remarqué la présence des soldats du régiment d'infanterie de Queluz (RIOQ), venus, selon les explications qu'ils ont eux-mêmes données, pour arrêter les soldats qui auraient éventuellement été présents dans la manifestation.

Antoine JALLIEU.

Corée du Sud : Giscard renforce la dictature

La France a décidé de créer, dans la partie sud de la Corée, une centrale nucléaire, à «usage civil» précise-t-on à Paris. La facilité avec laquelle une conversion à usage militaire peut s'effectuer (comme en Israël) révèle l'importance du soutien militaire que Giscard entend apporter au régime de Séoul, après lui avoir apporté un important soutien politique lors des débats à l'ONU sur le problème de la réunification de la Corée, en exigeant le maintien des troupes d'occupation américaines dans la partie sud de ce pays.

Bolivie : solidarité ouvriers-étudiants face à la répression

L'armée bolivienne occupe depuis deux jours l'Université San Andres, à la Paz, après avoir procédé à l'arrestation des 275 étudiants qui occupaient l'université depuis le 18 février dernier, en signe de protestation contre la fermeture de l'Université. Cette fermeture était intervenue à la suite de la grande campagne lancée par les étudiants pour l'obtention d'un syndicat librement élu, sa participation à la nomination des recteurs et la possibilité de créer des associations. Ces revendications sont appuyées par les mineurs boliviens, traditionnellement le secteur le plus avancé du prolétariat bolivien.

Palestine occupée : la répression sioniste continue

Les manifestations du peuple palestinien se sont multipliées ces derniers jours, suite à la décision du gouvernement sioniste de poursuivre sa politique de «judaisation» de Jérusalem, en autorisant les pratiquants juïques à prier sur «l'esplanade du Temple». Vendredi dernier, une manifestation de 200 jeunes palestiniens a été sauvagement chargée par les policiers sionistes. Réfugiés dans la mosquée d'Omar, les manifestants ont été assiégés pendant près de sept heures. La police ayant proposé aux personnes qui assistaient à un service religieux dans la mosquée de sortir librement afin de pouvoir arrêter les manifestants, celles-ci ont refusé, contraignant finalement la police sioniste à se retirer sans procéder aux arrestations.

Djibouti : Ahmed Dini Ahmed est libéré

Ahmed Dini Ahmed, porte-parole de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance (LPAI), arrêté le 6 février dernier pour «complicité d'arrestation illégale et de séquestration», a été libéré vendredi soir. Hassan Gouled, président de la LPAI, a déclaré à cette occasion qu'il s'agissait de la «première étape vers l'apaisement des esprits».

L'ex-président Nixon en Chine

Invité par le gouvernement chinois, l'ex-président Nixon est arrivé samedi à Pékin. Cette visite se produit quatre ans après la première visite de l'ancien président des Etats-Unis. Dans le communiqué conjoint publié à cet occasion, on notait particulièrement que «les deux parties s'opposent l'une et l'autre aux efforts tentés par un autre Etat quelconque ou par un groupe d'Etats pour s'assurer une telle hégémonie» (dans la région d'Asie et du Pacifique). L'invitation adressée à Nixon traduit certainement l'inquiétude de la Chine devant la nouvelle politique suivie par les Etats-Unis, de concessions aux visées hégémoniques de l'URSS. Cette politique s'est particulièrement illustrée lors de la «conférence sur la sécurité et la coopération en Europe», tenue l'été dernier à Helsinki.